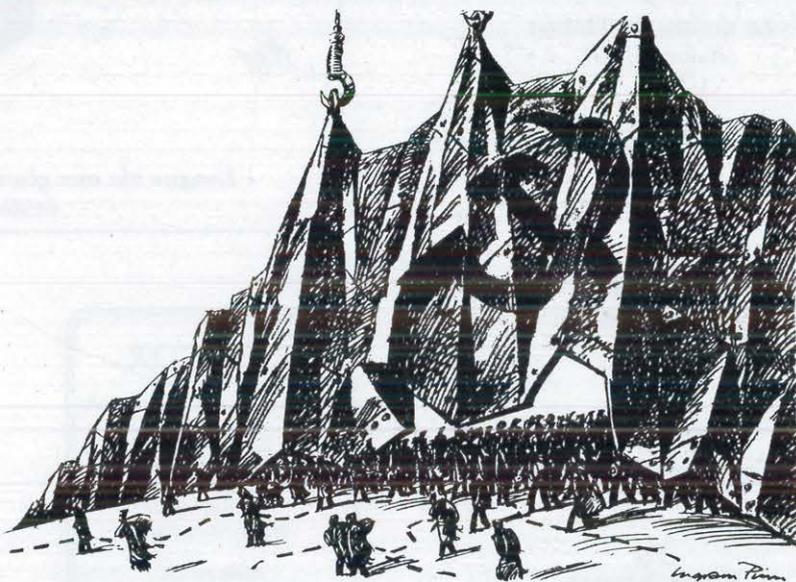


INpreCOR

Numéro 337 du 27 septembre au 10 octobre 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

UNION
SOVIETIQUE

Et les
travailleurs ?



● NICARAGUA
Le 1er Congrès
du FSLN

● SALVADOR
Le cessez-le-feu
aura-t-il lieu ?

MADAGASCAR



Un régime en sursis

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 337
DU 27 SEPTEMBRE AU 10 OCTOBRE 1991

3
YUGOSLAVIE
Vers la Serboslavie ?
Catherine VERIA

4
UNION SOVIETIQUE
Et les travailleurs ?
David SEPPO

9
Le maître de Tbilissi
Colin MEADE

10
PAYS-BAS
Les salariés dans la rue
Robert WENT

12
SUEDE
A droite toute !
Dick FORSLUND

14
EUROPE
Comment survivre ?
Claude GABRIEL

16
SALVADOR
Jours de luttes
Paquita GOMEZ

20
NICARAGUA
Renouvellement du Front sandiniste
Eric TOUSSAINT

22
Le défi du FSLN
DOCUMENT

23
Etre révolutionnaire
DOCUMENT

25
MADAGASCAR
« Après moi, le chaos »
Francis CAZALS

28
Nouvelles du monde
ILE MAURICE — ZAIRE
IVe INTERNATIONALE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.



« Longue vie aux glorieux Etats souverains du Grand Zug
et de Basse Slobénie ! »

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé
France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement Réabonnement
Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Vers une Serboslavie ?

Les différentes tentatives de médiation de la Communauté économique européenne (CEE) et de son émissaire en Yougoslavie, Lord Carrington, ont jusqu'à présent échoué (voir *Inprecor* n° 336 du 13 septembre 1991). Le cessez-le-feu, signé dimanche 22 septembre 1991, entre le président croate Franjo Tudjman et le ministre fédéral de la Défense, le général Kadijevic, semble toujours respecté, malgré la persistance de bombardements, notamment dans la région croate de Slavonie. Il aurait été obtenu après la décision de Tudjman de lever le blocus des casernes de l'armée fédérale en Croatie, face à la menace d'un ordre de mobilisation générale engagé par Kadijevic, qui laissait présager une offensive de grande envergure.

Par ailleurs, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) s'apprête à voter une résolution appelant à un cessez-le-feu, décrétant l'embargo sur les livraisons d'armes à la Yougoslavie et soutenant l'initiative de médiation européenne — la proposition française d'envoi d'une force d'interposition de l'ONU a été, pour le moment, rejetée.

Catherine VERLA



AVEC le blocage de plusieurs ports de la côte adriatique et les déplacements de troupes vers Zagreb, les apparences d'une lutte interethnique interne au territoire croate se sont estompées : les pouvoirs serbes, les groupes paramilitaires serbes et les minorités serbes en Croatie sont les points d'appui d'une armée fédérale, vestige d'un Etat yougoslave en décomposition. Cette armée n'obéit plus à aucune autorité civile parce qu'il n'existe plus d'autorité civile "yougoslave". Elle défend d'abord, comme les putschistes de Moscou, ses privilèges et son existence même, organiquement liés au maintien d'une Yougoslavie, fût-ce aux forceps. Dès lors que la Slovénie et la Croatie veulent se séparer, il s'agit, en prenant appui sur la prétendue "autodétermination" des Serbes de Croatie, de redéfinir les contours d'une "petite" Yougoslavie, aux frontières intérieures redécoupées au profit d'une grande Serbie.

La logique grand-serbe ne s'arrête pas aux zones majoritairement peuplées de Serbes — ceci n'est le cas que de l'un des territoires "libérés" en Croatie — partout ailleurs, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, les Serbes sont en minorité, étroite-

ment mélangés aux autres nationalités : l'exode massif est la "solution" proposée à ceux qui ne voudront pas à leur tour faire partie de l'Etat serbe, et qui n'auront pas les moyens d'y préserver les "territoires autonomes". C'est, en outre, l'identité même des Musulmans bosniaques, des Monténégrins et des Macédoniens qui risque fort d'être remise en cause dans la mise en place d'une Serboslavie meurtrière, impossible à maintenir sans une guerre civile permanente.

Cette Serboslavie sera à l'image de l'actuelle Serbie qui a recentralisé son territoire au détriment des provinces autonomes de la Voïvodine (où vivent de fortes minorités hongroises) et du Kosovo (à majorité albanaise), mises au pas par la force, les purges, la répression politique et aussi culturelle.

Une guerre qui ne dit pas son nom

Officiellement, l'Etat Serbe de Milosevic n'est pas en guerre, le Parlement serbe n'a pas reconnu les territoires qui se sont proclamés autonomes en Croatie ou en Bosnie-Herzégovine. Officiellement encore, l'armée fédérale est toujours "yougoslave" et censée jouer un rôle tampon entre ethnies croates et serbes qui s'affrontent. Officiellement, enfin, le droit à l'autodétermination (donc à la séparation) est reconnu aux différentes nations yougoslaves, dotées d'une "républi-

que", c'est-à-dire selon la Constitution yougoslave, d'un "Etat". Mais la souveraineté de l'Etat croate (ou de la Bosnie-Herzégovine) est violée au nom de la souveraineté de la nation serbe éparpillée. Les frontières internes sont traitées par les Serbes comme étant "artificielles" ou administratives (les Serbes reprochent à Tudjman de tout rejeter du communisme titiste, sauf les frontières de la Croatie). Mais c'est bien la force de l'armée qui permet de redéfinir les frontières et non pas une négociation entre Etats souverains, garantissant l'autodétermination de leurs peuples.

La propagande des médias serbes, remis au pas par de nouveaux licenciements et par la nomination d'en haut des journalistes, associée dans les consciences serbes Etat Croate indépendant et Etat fasciste oustachi, sentiment national croate et nationalisme réactionnaire. Ce qui a été facilitée par le nationalisme réel des nouveaux pouvoirs élus en Croatie, et les déclarations d'un Tudjman se félicitant de n'avoir pour femme ni une Juive, ni une Serbe.

Le leader du Parti paysan croate, Zvonimir Cicak (ancien leader des luttes croates de 1971) s'est opposé d'emblée à Tudjman dans une logique d'association avec les intellectuels serbes de Croatie, comme Milorad Poupovats, qui se battaient pour que soit respectée une double souveraineté : celle des citoyens dans les frontières de l'Etat croate, et celle des communautés nationales souhaitant préserver leur identité.

Mais Tudjman a préféré négocier (en vain) avec Milosevic plutôt qu'avec les représentants serbes de son Etat, et le Parlement croate n'a reconnu que trop tardivement les droits des minorités. Même si celles-ci étaient loin d'être menacées, comme l'ont été en pratique les Albanais du Kosovo, il y avait là un problème politique essentiel pour la défense même du droit à la séparation de l'Etat Croate : le nationalisme croate s'est retourné contre l'intérêt des Croates, de même que le nationalisme serbe se retourne contre l'intérêt du peuple serbe, devenu l'ennemi, de tous les peuples de Yougoslavie.

La différence majeure entre les deux est que les Serbes ont été une nation dominante dans la première Yougoslavie (avant la Seconde Guerre mondiale) et ont gardé, pour beaucoup d'entre eux, un comportement dominateur ; ils ont les moyens matériels d'une telle domination si l'armée se met au service d'un projet yougoslave oppresseur ou grand serbe.

Le blocage des accords allant dans le sens d'une Yougoslavie, union libre d'Etats souverains, a été le fait combiné des autorités serbes, de l'armée et du gou-

vernement fédéral de Markovic, à l'époque soutenu par l'Occident. L'intervention de l'armée, quelle qu'ait été sa logique passée, va dans le sens d'un véritable coup d'Etat politique combiné à une logique grand-serbe. Elle exprime une alliance entre ce qui reste de "communisme" néo-stalinien en Serbie et une partie du nationalisme grand-serbe se revendiquant des traditions tchetniks (l'autre partie ayant choisi de se placer dans l'opposition à Milosevic).

Qui peut arrêter le conflit ?

Il n'est pas encore possible de savoir jusqu'où ira l'armée, ni ce que son état-major est réellement capable de contrôler ; des divisions y sont apparues dans un passé récent, mais les purges ont fait rage. La poursuite de son intervention ne peut conduire qu'à l'embrasement de tout le territoire de feu la Yougoslavie, au prix des vies de tous ses peuples. La seule chance d'arrêter d'une telle dynamique n'est pas l'intervention armée d'une force extérieure, qui ne ferait que souder davantage les rangs serbes : elle est, au contraire, dans l'éclatement de la logique grand serbe, dans sa remise en cause de l'intérieur.

Les mouvements de masse de la jeunesse serbe, en mars 1991, étaient un premier espoir dans ce sens (1). Le nationalisme va-t-il être suffisamment fort pour pousser la logique de guerre totale, ou bien verra-t-on voir enfin éclater publiquement un mouvement de masse des jeunes appelés serbes, s'associant aux autres dans un refus de mener cette sale guerre ?

Des voix serbes, minoritaires et étouffées se sont déjà élevées en Croatie et en Serbie pour dénoncer le mythe utopique et réactionnaire de l'Etat/nation serbe comme forme de réalisation des droits nationaux. Des voix croates et musulmanes en ont fait autant en Bosnie-Herzégovine en faveur de la protection d'Etats souverains plurinationaux.

Seule l'union libre de tels Etats effectivement démocratiques et respectant les droits de leurs nations et nationalités peut conduire au dépérissement nécessaire des frontières, et au respect des identités collectives et individuelles. Mais il faut pour cela en finir également avec les restes d'un pouvoir bureaucratique qui, lui aussi, a commis ses crimes au nom du communisme, et qui a voulu maintenir jusqu'au bout le pouvoir du Parti-Etat, fut-il réduit à son armée. ★

20 septembre 1991

1) Voir *Inprecor* n° 326 et 328 des 15 mars et 12 avril 1991.

Et les travailleurs ?

Le mois écoulé depuis le coup d'Etat manqué du 19 août 1991 a jeté peu de lumière sur l'énigme principale : l'étonnante ineptie de son organisation et de son exécution (voir *Inprecor* n° hors-série du 29 août 1991).

En revanche, on dispose de plus de données sur la nature des forces impliquées. La presse soviétique et étrangère parle des "communistes durs" contre les "démocrates" (1). Pourtant, dans leur programme, les putschistes n'avaient rien de très "communistes" — ils n'ont même pas essayé de se draper dans le drapeau du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) ; la direction centrale et l'appareil du Parti n'ont apparemment pas été directement impliqués dans le coup. Mais ceci n'a pas empêché Gorbatchev de démissionner de son poste de dirigeant du PCUS et d'appeler à sa dissolution, ni Eltsine et d'autres dirigeants républicains (dont certains étaient encore membres du Parti au moment du coup de force) de suspendre ses activités, en dehors de toute procédure légale. Les 15 millions de membres du PCUS, complètement désarçonnés par l'orientation libérale de leur direction et par la soumission de celle-ci à Gorbatchev, n'ont offert aucune résistance et on accepté la violation de leurs droits politiques. Pourtant, c'est ce même parti que les "démocrates" présentaient auparavant comme une organisation toute-puissante, principale menace des libertés et du bien-être de la population soviétique. Une enquête faite en Russie même a montré que seulement 19 % des personnes interrogées jugeaient le PCUS responsable du coup de force (2).

David SEppo



LE BUT de cette campagne anticommuniste, outre de discréditer le socialisme par association, vise à détourner l'attention populaire des questions importantes : où va le pays ? Quel genre de société se construit ? Qui profite des processus et des arrangements politiques en cours ? Qui accumule le pouvoir et la richesse ? L'attitude attentiste adoptée par la grande majorité de la population pendant le coup de force révèle des interrogations sérieuses sur les réponses apportées en pratique à ces questions.

Bien que les candidats "démocratiques" aient remporté plusieurs grandes victoires électorales dans les deux dernières années (Eltsine a reçu 57 % des voix en Russie ; Popov, le maire de Moscou, en a eu 65 %), la population ne semble pas s'identifier aux politiciens libéraux ni aux structures politiques qu'ils dirigent. Même si la presse libérale salue la défaite des putschistes comme une « ré-

volution populaire » ou le « véritable Octobre », tout indique que la plupart des gens ne se sont pas sentis directement concernés par les événements et y ont encore moins participé.

Les réactions populaires face aux putschistes

Les citoyens de Suzdal, petite ville située à 120 kilomètres de Moscou, ont voté pour Eltsine à 70 % en juin 1991. Mais ni la population, ni le Soviet local n'ont réagi ouvertement au coup (3). Dans la ville voisine d'Ivanovo, important centre de l'industrie textile, une manifestation à l'appel des députés "démocrates" locaux, pendant le coup, n'a rassemblé au mieux que 200 personnes. Le Soviet municipal n'a en outre même pas réussi à réunir le quorum pour débattre de la situation (4). En octobre 1917, les travailleurs de cette région étaient accourus à la défense du Soviet de Moscou

1) Nous employons le terme "démocrates" entre guillemets, car c'est ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes. Certains sont bel et bien démocrates, tandis que d'autres sont simplement des "démocrates du marché" (note de l'auteur).

2) *Moskovskie Novosti* n° 30, 1991.

3) *New-York Times*, 16 septembre 1991.

4) *Trud*, 13 septembre 1991.

contre les Blancs et avaient joué un rôle clé dans sa victoire.

Un journaliste a parlé d'indifférence politique à l'usine de camions ZIL de Moscou : « A mon avis, l'ensemble des travailleurs n'étaient ni pour ni contre. Ces questions ne préoccupaient pas les gens », a expliqué un des travailleurs (5).

Un coiffeur d'une boutique étatique, située à environ 100 mètres des barricades où les trois hommes ont été tués, a continué à travailler durant les journées d'août (6). Un docteur disait à un journaliste, assis à ses côtés dans un trolleybus : « Vous avez passé la nuit là [sur les barricade, ndlr] ? Il y a bien assez de gens qui se disputent le pouvoir. Nous, nous travaillons. »

Le directeur d'une usine de Moscou a déclaré : « Oui, j'ai traversé le centre-ville et j'ai vu des blindés. Et alors ? Je n'ai pas de temps à perdre avec des niaiseries. Mes fournisseurs ne m'ont pas envoyé de papier depuis deux jours » (7).

A l'entreprise métallurgique géante Octobre rouge, à Volgograd, le directeur a refusé de déclarer la grève, comme le demandait le groupe de députés de l'usine aux soviets locaux, sous prétexte que la grève aurait des effets désastreux pour la production et que, de plus, les avantages politiques d'un tel mouvement pour la Russie n'étaient pas évidents. Quand les "démocrates" ont exigé son renvoi, suite à l'échec du coup, les travailleurs ont organisé une campagne de pétitions et ont lancé une menace de grève politique pour le défendre ; finalement, un juge a statué qu'il n'y avait pas de base pour porter des accusations criminelles (8).

Que choisir ?

Il semble que voter pour les "démocrates" est une chose, et se mobiliser effectivement pour les défendre, en soit une autre. Lors des élections, les gens ont eu tendance à s'orienter en termes idéologiques, sans référence immédiate à leurs intérêts concrets. De plus, les candidats "démocratiques" paraissaient être la seule alternative sérieuse à un vieux régime discrédité. Mais, au niveau de la politique concrète, quand il y a un risque réel de répression ou de baisse des revenus, l'ap-

proche a toujours été beaucoup plus pragmatique. Sur ce plan, il existe un sentiment très répandu d'absence de choix réel.

La dislocation économique empire tous les jours, et l'avenir sous les "démocrates" se présente comme une continuation de l'appauvrissement. En dépit des résultats électoraux, dans les neuf premiers mois de 1991, avant le coup de force, sur près de 4 000 lettres reçues par le quotidien libéral *Komsomolskaïa Pravda*, seulement 1 500 soutenaient pleinement les "démocrates" (9).

A l'usine ZIL, les mots "ordre" et "chaos" surgissaient continuellement dans les discussions des journalistes avec les travailleurs. Le président du comité syndical de l'atelier d'usinage expliquait : « Les gens sont acculés au désespoir. Ils attendaient le grand jour : les salaires ont doublé. Mais qui a profité de cette

d'aller en grève, vous vous dites qu'aucun syndicat ou comité de grève ne va nourrir votre famille. Vous vous rappelez qu'aucune autorité ne vous a jamais défendus. Vous vivez constamment sur la défensive ; vous ployez sous les tracasseries de la vie quotidienne, et vous savez très bien que ceux qui vous font des promesses et qui vous appellent sur les barricades, vont vous tromper et que vous retournerez dans le "quartier français" [le quartier ouvrier, ndlr] où il n'y a pas un seul téléphone public et où les rues sont éclairées uniquement pendant les campagnes électorales. »

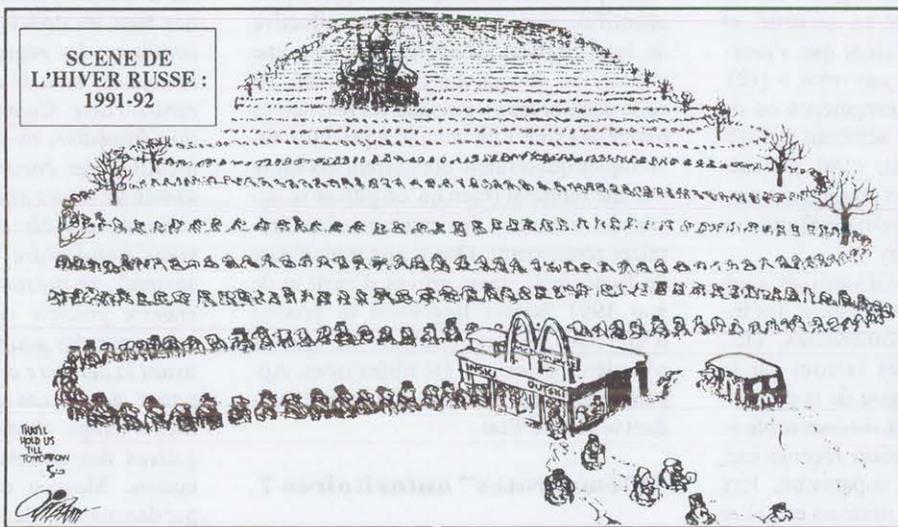
Cependant, le journaliste n'a pas compris que, malgré ces conditions, les travailleurs n'étaient ni passifs ni apathiques : ils se sont mobilisés pour défendre leur directeur, en qui ils voyaient un défenseur de leur entreprise contre le coup, mais aussi contre les "démocrates".

Et... que défendre ?

Néanmoins, la question se pose de savoir si, indépendamment du programme social des "démocrates", le Soviet suprême et les autres instances élues ne mériteraient-elles pas un soutien actif en tant qu'institutions démocratiques ? Sans aucun doute. La question-clé posée par le coup concerne effectivement les raisons

pour lesquelles la mobilisation populaire n'a pas eu lieu. Seul l'avenir y apportera une réponse définitive. Les gens n'ont peut-être pas pris le coup, qui n'a duré que trois jours, au sérieux. De plus, les putschistes n'ont pas dissout les soviets, car ils voulaient maintenir un semblant de constitutionnalité. Il est également évident que l'enthousiasme populaire pour la démocratie parlementaire a diminué, en l'absence actuellement de toute alternative politique crédible à laquelle les gens pourraient s'identifier (11).

La bureaucratie a déjà beaucoup fait pour discréditer le socialisme, en se drapant dans le drapeau rouge depuis près de 70 ans. Pourtant, jusqu'en 1989 environ,



hausse ? Les spéculateurs ! Les bottes pour femmes coûtent 200 roubles, mais nous les payons 1 000 roubles. Comme la plupart des biens, elles passent à travers les mains malpropres d'une tierce ou même d'une cinquième personne ».

« Les gens comprennent que l'adversité sociale actuelle est prédéterminée par tout le système bureaucratique antérieur de distribution. (...) Mais vous entendez aussi des plaintes contre la nouvelle administration, non seulement contre Gorbatchev, mais aussi contre Eltsine ; quand va-t-on mettre un terme à tout ce banditisme très éloigné d'un marché civilisé ? », concluait le journaliste. Les travailleurs de ZIL s'inquiétaient beaucoup plus de la privatisation prévue de l'usine, dont la direction leur cache tout, que du coup (10).

Le journaliste qui a visité Octobre rouge, qui produit 30 % de l'acier pour roulements à bille du pays, décrivait ainsi l'état d'esprit des travailleurs : « Avant

5) *Trud*, 14 septembre 1991.

6) *New-York Times*, 17 septembre 1991.

7) *Nedelnya* n° 36, 1991.

8) *Komsomolskaïa Pravda*, 28 août 1991.

9) *Komsomolskaïa Pravda*, 28 août 1991.

10) *Trud*, 14 septembre 1991.

11) *Trud*, 13 juillet 1991.

il restait encore un soutien populaire à une "voie socialiste de développement", même si elle était très vaguement définie. Mais ce sentiment a été grandement miné par ces deux années de forte aggravation de la stagnation et du déclin économique absolu sous un gouvernement central dirigé par Gorbatchev, le "communiste" en chef, ainsi que par une campagne massive de propagande antisocialiste.

Dans de telles conditions, l'expérience concrète des travailleurs avec les "démocrates" ne peut que renforcer le cynisme face au parlementarisme. Ivan Silaïev (qui a été, toute sa vie durant, un bureaucrate "communiste"), Premier ministre d'Eltsine jusqu'à récemment et maintenant chef du gouvernement de l'Union, a reconnu, il y a quelques jours : « Nous avons essayé de prouver aux citoyens ainsi qu'à nous-mêmes que la transition au marché serait une promenade agréable et aisée. Que tout le monde serait protégé et en sécurité, et que les choses ne pourraient que s'améliorer. Mais la vie n'est pas ainsi » (12). Cet étonnant aveu d'incompétence ou de tromperie consciente ne semblait pas déranger Silaïev. Pourtant, c'est précisément sur cette base (et en propageant partout qu'il n'y a pas d'alternative) que les "démocrates" ont été élus.

Silaïev a poursuivi en disant que, si on pouvait protéger les plus démunis, les invalides, les familles nombreuses, etc., l'indexation intégrale des salaires sur le coût de la vie pour la masse de la population était « impensable et inconcevable ». Ce doit être une révélation récente car, moins de quatre mois auparavant, lors d'une rencontre avec les mineurs en grève du Kouzbass, il leur avait dit qu'ils avaient « parfaitement raison d'avancer des revendications aussi exigeantes » (13). L'indexation complète était l'une

des revendications des mineurs et aussi des travailleurs de Biélorussie, dont la grève avait été reçue avec enthousiasme par les "démocrates".

On ne devrait pourtant pas exclure l'hypothèse que la plupart des travailleurs, accablés par les contraintes de la vie quotidienne, soient simplement apathiques face à la politique. Même en avril 1991, l'appel des mineurs à soutenir la grève politique pour la démission des autorités centrales avait reçu peu d'appui, sauf en Biélorussie. Cependant, il semble plus vraisemblable que cette absence de réaction ait la même explication que le manque de mobilisation contre le coup de force : pourquoi prendre des risques et chercher des problèmes, quand il n'y a pas d'alternative attrayante ?

Les mineurs peuvent plus facilement nourrir l'illusion que le "système de marché" des "démocrates" est une alternative réelle pour eux (bien qu'un examen plus attentif du projet de convention collective de leur syndicat indépendant révèle une conception du marché très différente de celle des libéraux), puisque les ressources naturelles sont l'un des rares produits soviétiques qui seraient concurrentiels sur le marché mondial (bien qu'on puisse se demander comment les mineurs s'en tireraient réellement). Quant aux travailleurs de Biélorussie, leurs grèves d'avril et de mai 1991 étaient largement le produit d'un retard, car les structures biélorusses n'avaient pas encore été libéralisées. Apparemment, ils n'ont pas fait grève pendant le coup d'Etat.

"Démocrates" autoritaires ?

Même sur le plan de la démocratie formelle, il n'est pas du tout évident que les "démocrates" offrent une alternative claire aux putschistes. L'orgie de décrets

présidentiels émis par Eltsine après le coup de force a laissé songeurs plusieurs véritables démocrates, en Russie et dans les autres républiques. Après que le moment critique soit passé, il a suspendu unilatéralement des journaux, s'est emparé de ministères, d'institutions et d'entreprises relevant de l'Union, et a menacé de réviser les frontières des républiques qui quitteraient l'Union. Il a aussi annoncé son intention de créer une administration centralisée en Russie, qui serait beaucoup plus puissante que ne l'était le centre de l'Union. Il a exploité la position ambiguë adoptée par les dirigeants élus de plusieurs soviets régionaux pour épurer les opposants à sa politique, et il a envoyé ses commissaires dans plusieurs autres (14).

Un observateur russe a noté : « Tout le monde se rappelle comment, l'an dernier, pendant une tournée en Russie, Eltsine avait promis la souveraineté à pratiquement chaque poteau de téléphone : "Prenez tous les droits que vous voulez". Au contraire, les régions de Russie se sont retrouvées sous le contrôle rigoureux du centre russe. Comme lors de la Révolution française, on envoie dans toutes les localités des commissaires présidentiels armés de vastes pouvoirs. Bien qu'élus au Congrès des députés du peuple sous le vieux mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets", le président russe a acquis un énorme pouvoir constitutionnel, encore accru par des pouvoirs d'urgence, même avant la dernière crise. Pourtant, il outre-passe même ces pouvoirs » (15). En même temps, l'exécutif usurpe les prérogatives des soviets élus dans des villes comme Moscou et Léninegrad, dirigées par des maires "démocratiques" (16).

Le "KKKkP-2"

La réorganisation du gouvernement de l'Union, après le coup, s'est faite sans aucune considération pour la Constitution ou pour le Soviet suprême, sans parler du processus démocratique. Ce ne sont que des arrangements "transitoires", mais personne ne sait combien de temps la transition va durer et combien de changements irréversibles seront introduits entre temps. Le nouveau Conseil présidentiel, le gouvernement réel, composé de Gorbatchev et des dirigeants des républiques

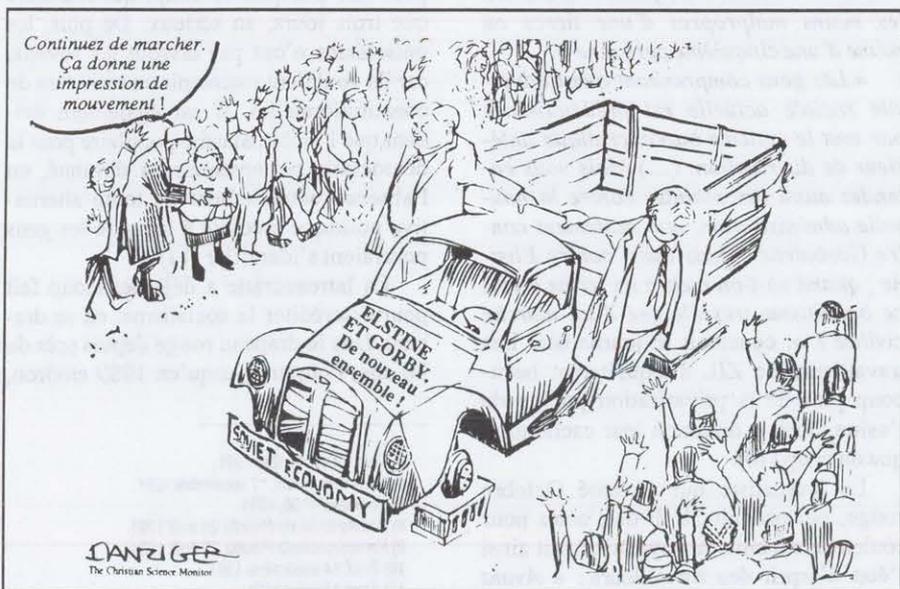
12) Sur ce plan, il vaut la peine de noter que les "démocrates" ne se sont pas encore donnés la peine de mettre en place un mécanisme efficace de rappel. C'était l'une des revendications de la grève politique des mineurs du 11 juillet 1991. *Trud*, 9 septembre 1991.

13) *Komsomolskaïa Pravda*, 4 avril 1991.

14) *Financial Times*, 24-25 septembre 1991 ; *Komsomolskaïa Pravda*, 27 août 1991. Voir aussi *Inprecor* n° 336 du 13 septembre 1991.

15) N. Preobrajensky, "The first skirmish", *Socialist Alternatives* (Montréal) n° 1, 1991.

16) *Komsomolskaïa Pravda*, 4 avril 1991.



DANZIGER
The Christian Science Monitor

encore membres de l'Union, a déjà reçu le sobriquet populaire de KKKhP-2 (c'était l'abréviation du nom de la junte putschiste).

Le puissant Conseil pour l'administration de l'économie nationale, de quatre membres, comprend l'ancien Premier ministre de Russie, le chef de l'exécutif de la ville de Moscou, un économiste libéral et le directeur d'une association patronale ; les organisations ouvrières n'y sont pas représentées. Trois d'entre eux sont des bureaucrates de carrière, anciennement communistes, et un seul détient un poste électif, dans une circonscription électorale parmi les centaines de la Russie. Comme l'a dit un député libéral : « C'est un putsch présidentiel, un véritable putsch présidentiel. Mas, Dieu merci, il se fait sans blindés » (17). Bien entendu, le Soviét suprême qui a promulgué la présente Constitution a été élu dans des circonstances tout sauf démocratiques. Mais, même cette instance servile commence à faire bonne impression dans le contexte actuel, alors qu'il ne reste plus un seul quotidien d'opposition à Moscou. Ironiquement, il y a seulement quelques mois, Gorbatchev s'emparait toujours de la Constitution pour refuser de discuter de sa démission avec les mineurs.

Le "miracle" chilien

Quelques jours après la victoire des "démocrates" sur les "communistes", un journaliste libéral écrivait dans le supplément hebdomadaire des *Izvestia* : « Oui, en Russie nous avons besoin d'un gouvernement dur, et même autoritaire. Le président de la Russie devra bientôt affronter quelque chose de plus dangereux que n'importe quelle junte d'élite : le chômage, la réduction de millions de gens à la misère. Des grèves destructrices sont inévitables, et des explosions de violence possibles. Dans ces circonstances, il sera nécessaire de faire des gestes déplaisants — interdire, et peut-être disperser les manifestations, pour instaurer l'ordre » (18).

Cette déclaration n'a rien d'exceptionnel. Bien des idéologues et des politiciens "démocratiques" ne dissimulent pas leur admiration pour le général Pinochet et son "miracle chilien" (19). Sur ce point, ils sont entièrement d'accord avec les tenants de la ligne dure "communiste", qui préconisaient également un pouvoir autoritaire pendant la "transition". C'est peut-être avec cette éventualité en tête que le gouvernement russe crée maintenant une Garde nationale. Tout en affirmant que



c'est la mobilisation populaire qui l'a sauvé du coup, il a rejeté l'idée d'une milice volontaire de citoyens, en faveur d'une force d'élite strictement professionnelle — les "gardes" toucheront 2 000 roubles par mois, soit cinq fois le salaire moyen dans l'industrie (20).

Une nouvelle Union entre égaux ?

Quant aux relations centre-républiques, les nouveaux arrangements paraissent plus égalitaires, car la participation des républiques à l'Union est laissée au libre choix de celles-ci et les lois républicaines auront préséance sur celles de l'Union. De plus, dans le Parlement "transitoire", la prépondérance reviendra à la Chambre haute, où chaque république participante aura une voix. Mais il reste à savoir comment cela fonctionnera en pratique. Le séparatisme économique serait désastreux pour toutes les républiques, mais beaucoup moins pour la Russie, qui produit presque les deux-tiers de la production nette de l'Union et contrôle le gros des ressources naturelles et des productions génératrices de devises — bien entendu, on peut légitimement se demander pourquoi ces dernières devraient revenir exclusivement à la Russie, quand toutes les républiques ont contribué à leur développement. Quels que soient les arrangements formels, la Russie sera généralement capable d'imposer sa volonté. C'est également la raison pour laquelle Eltsine est si intéressé à garder Gorbatchev à la tête de l'Union ; cela va rendre la domination russe moins évidente et plus acceptable pour les autres républiques.

La direction russe a reculé quelque peu sur les gestes menaçants qu'elle avait faits au lendemain du coup d'Etat. Néanmoins, son appétit de pouvoir est évident. Elle ne va pas délaissier ses tentatives de construire sa légitimité populaire sur une

base nationaliste. La nomination de Silaïev, ancien Premier ministre d'Eltsine, pour diriger le gouvernement constitue un signe clair de la prédominance de la Russie dans la nouvelle Union. Les mesures centralisatrices d'Eltsine pour la Russie elle-même augurent mal des relations avec les autres républiques. Le 13 septembre, Iavlinki, l'économiste libéral membre du Conseil pour l'administration de l'économie nationale, a soumis au vote un projet de nouveau traité économique laissé délibérément vague pour éviter de soulever des objections de la part des forces nationalistes des républiques. Cependant, il a fait comprendre que la Russie était disposée à faire cavalier seul — ceci revient à un ultimatum virtuel aux républiques, car aucune d'entre elles ne peut faire cavalier seul (21).

Il faut aussi se rappeler que la création de rapports plus égalitaires entre les républiques ne signifierait pas nécessairement que leurs citoyens connaîtront plus de démocratie. Le régime de plus en plus autoritaire du président géorgien Gamsakhourdia (voir l'article en p. 9) montre que les élites locales seront fortement tentées d'exploiter le sentiment nationaliste comme substitut à la démocratie et à une politique économique et sociale populaire. En Russie, Eltsine serre la vis aux républiques autonomes.

Les gouvernements baltes ont exploité les retombées du coup pour accélérer leur épuration des "indésirables", voire des membres du Parti communiste et les non-autochtones. Il y a des pressions croissantes pour retirer la citoyenneté aux gens qui ne peuvent établir la présence de leur famille dans ces républiques, en 1940, ou du moins, pour les « inciter économiquement à retourner chez eux » (22). Le gouvernement lituanien a utilisé le coup pour dissoudre les soviets locaux de trois régions à prédominance russe et polonaise, pour une durée de six à douze mois. Ces instances élues ont été accusées de soutenir les putschistes (23). Leur véritable délit, c'est leur opposition à l'indépendance de la Lituanie — ils craignent

17) *The Gazette* (Montréal), 8 septembre 1991.

18) *Nedeleya* n° 25, 1991. On peut comparer cela avec cette réflexion de Lech Walesa, il y a quelque temps : « Très souvent, je me demande s'il est possible de connaître une évolution à partir du système communiste. [La Pologne a peut-être besoin de] méthodes dures, fortes, révolutionnaires, incluant la crainte, pour réorienter l'économie ». *Wall Street Journal*, 18 septembre 1991.

19) *Le Monde Diplomatique*, 12 septembre 1991.

20) *Komsomolskaïa Pravda*, 14 septembre 1991.

21) *The Gazette*, 18 septembre 1991.

22) *Komsomolskaïa Pravda*, 7 septembre 1991.

23) *Trud*, 7 septembre 1991.



que leurs droits de minorité ne soient pas respectés. La réhabilitation de criminels de guerre nazis par le gouvernement lituanien (des centaines de milliers de juifs ont été assassinés par des Lituanais pendant la guerre) n'est pas un signe rassurant pour les minorités.

Spéculateurs et affairistes

Si les travailleurs, à l'exception d'une partie des mineurs, ne se sont pas mobilisés en soutien à Eltsine, on ne peut pas en dire autant de la nouvelle "bourgeoisie russe". Certes, les spéculateurs ont continué pendant le coup à vendre des marchandises à des prix inabordable pour les citoyens ordinaires. En revanche, la compagnie privée d'assurances ASKO a fait envoyer 100 hamburgers de chez Mac Donald aux défenseurs affamés de la "Maison blanche". Fondée à l'automne 1988, ASKO a déjà des actifs de 51 millions de roubles. Après le coup, elle a offert 250 000 roubles « aux familles des trois victimes, aux soldats qui ont défendu la Maison blanche, aux journalistes et à tous ceux qui ont fait preuve de courage » (24). De la même façon, la banque privée Delovaya Rossiya a donné un million de roubles à un fond « pour la liquidation des conséquences du coup » (25). La banque Atlant, la compagnie d'assurances Rezerv et une troisième entreprise ont créé un fonds pour la mise sur pied de la Garde nationale russe. Rezerv a donné un million de roubles, son propriétaire ajoutant que « bien entendu, le Soviét suprême décidera de l'emploi de ces fonds » (26) — compte tenu de l'évasion fiscale massive couramment pratiquée par les entreprises privées, ces dons ne sont guère généreux (27). Les travailleurs peuvent entretenir des doutes, mais ces gens considèrent de toute évidence la victoire d'Eltsine comme la leur. Les "démocrates" ne semblent pas non plus se troubler qu'on les accuse de se faire acheter.

Au cours des derniers mois, la nouvelle "bourgeoisie" a perdu beaucoup de sa discrétion initiale. Selon le journal *Tochka Zrenia*, il y avait quelques 150 000 millionnaires en roubles en URSS, en juillet 1991 ; il existe même un club des jeunes millionnaires (28). Quand Eltsine a donné au maire de Moscou le pouvoir de geler les prix, le 28 août, le président de la Bourse des marchandises (dont

même les gardes sont censés gagner 100 000 roubles par mois en mettant les acheteurs en contact avec les vendeurs) a menacé de recourir à la "grève des affaires" — le secteur privé de la capitale se serait déplacé vers Léningrad et d'autres villes. Il menaçait de faire de Moscou un « cimetière où Popov et Loujkov [respectivement maire et président du comité exécutif municipal, ndlr] gouverneraient des masses sans emploi » (29). Cette morgue, très éloignée de la réalité, reflète les ambitions et la confiance croissante de cette couche montante qui sent — et c'est compréhensible — que les "démocrates" lui doivent quelque chose.

Des lendemains incertains

Bien qu'il faille se montrer sobre quant à l'évaluation du potentiel des travailleurs dans un avenir proche, il serait prématuré de conclure que la voie est maintenant libre pour la "nouvelle bourgeoisie" et ses représentants politiques. Malgré leurs déclarations sur la "révolution populaire", les dirigeants "démocratiques" ne se méprennent pas sur le fait que la population ne s'est pas mobilisée derrière eux. Une semaine après le coup, l'économiste libéral Iavlinski (auteur du plan des 500 jours) et Silaïev ont tenu une conférence de presse, où Iavlinski a déclaré que le pays devait utiliser la victoire remportée sur les putschistes pour avancer vers l'économie de marché ; mais Silaïev l'a immédiatement contredit en affirmant que le peuple russe était fatigué et qu'on ne pouvait pas envisager une thérapie de choc.

Un titre récent du *Wall Street Journal*, le quotidien conservateur de la bourgeoisie américaine, est révélateur : « Le passage de la Pologne vers le marché libre sert d'avertissement aux Soviétiques : les grèves, les récessions et le marasme en amènent plusieurs à reconsidérer la voie vers le capitalisme. » Et la Russie est très

différente de la Pologne d'un point de vue politique — même le culte de la personnalité qui se développe actuellement autour d'Eltsine ne peut pas en faire un Walesa. Malgré l'exploitation du sentiment nationaliste, ni la Russie, ni l'Ukraine, ni la Biélorussie, ni le Kazakhstan n'ont un mouvement jouissant de la légitimité populaire de Solidarnosc. A la différence de la Pologne, en URSS, la classe ouvrière n'a pas été brisée par la répression politique et par de longues années d'effondrement économique et d'insécurité. Les travailleurs ne sont peut-être pas encore capables de formuler leur propre programme, mais le mouvement ouvrier reste la seule force sociale organisée de la société. Il s'agit d'une minorité de la classe ouvrière, mais l'expérience montre la rapidité avec laquelle y compris les travailleurs inorganisés peuvent se mobiliser et créer leurs propres organisations.

La majorité des travailleurs a choisi de ne pas intervenir durant le coup du mois d'août — le sens de cette absence de mobilisation ne sera clair que dans les mois à venir. Mais, ce qui est sûr, c'est que le coup n'était qu'un épisode de ce qui sera sûrement une longue série de luttes politiques et sociales et de bouleversements, dont il serait hasardeux de prédire le résultat final. ★

19 septembre 1991
La Cauche (Montréal)

ERRATUM

Dans notre dernière parution (*Inprecor* n° 336, du 13 septembre 1991) un morceau de phrase a sauté dans l'encadré "Pour un parti du travail" (p. 5).

Dans le paragraphe « La société a besoin d'un parti de masse, défendant : », il fallait lire au neuvième alinéa :

« ● l'intégration dans l'économie mondiale, sous une forme qui garantisse les intérêts de l'économie nationale et pas ceux des corporations internationales. »

Nos lecteurs sauront nous excuser...

La rédaction

24) *Trud*, 7 septembre 1991.

25) *Rabotchaya Tribuna*, 7 septembre 1991.

26) *Trud*, 14 septembre 1991.

27) E. Chestakov, "Zagadochnye nevidimki", *Neledya* n° 37, 1991.

28) *The Gazette*, 13 juillet 1991.

29) *Financial Times*, 13 septembre 1991.

Le maître de Tbilissi

Deux ans et demi après l'attaque meurtrière de l'armée soviétique contre des manifestants indépendantistes dans la république caucasienne de Géorgie (1), les forces appuyant le président nationaliste Zviad Gamsakhourdia ont ouvert le feu sur des opposants, le 2 septembre 1991.

Colin MEADE



À LA SUITE de cela, l'opposition a organisé des manifestations dans la capitale géorgienne, Tbilissi, en demandant la démission de Gamsakhourdia, l'accès aux médias et des élections législatives. Le 22 septembre, des manifestants se sont emparés du centre de télévision local. Ils accusent le président d'avoir une attitude dictatoriale et de collusion avec des forces liées à l'ancien régime, illustrée par sa décision de dissoudre la Garde nationale géorgienne au moment du coup de force avorté de Moscou.

Les tendances antidémocratiques de Gamsakhourdia sont plus qu'évidentes. Immédiatement après la déclaration d'indépendance, le 19 avril 1991, il a annoncé la formation d'un "conseil des médias unifié" dont la fonction était de « garantir la diffusion à l'étranger d'informations correctes et vérifiées à propos des processus en cours en Géorgie » ; ses opposants, les partisans d'un Congrès national, ont été victimes de violences physiques ; le dirigeant de l'opposition, Georgi Chantouria a été blessé par balle, deux jours avant les élections au Soviet suprême d'octobre 1990, et le 18 septembre 1991, il a été arrêté pour « organisation d'actions antisociales ». Des sources de l'opposition ont déclaré que trois personnes sont mortes et que soixante autres ont été blessées lors d'affrontements, durant le week-end des 21 et 22 septembre, alors

que les forces favorables à Gamsakhourdia prétendent qu'il n'y a aucune victime. Enfin, le 25 septembre, le président a instauré l'état d'urgence à Tbilissi.

Gamsakhourdia s'est doté de pouvoirs immenses, dont le droit de nommer le Premier ministre, le président de la Court suprême et les généraux ; de déclarer la guerre ; un droit de veto sur les lois votées par le Parlement ; et la possibilité d'octroyer ou de retirer la citoyenneté géorgienne.

Encore plus grave, le président géorgien a bafoué les sentiments des populations non-géorgiennes et non-chrétiennes de sa république. En décembre 1990, l'Ossétie du Sud a perdu son statut de région autonome, à la suite d'une décision du Parlement de Géorgie, où le parti de Gamsakhourdia détient la majorité absolue ; le président a également voulu s'en prendre à la région autonome d'Adjarie, peuplée de musulmans, dont la capitale est le riche port de Batoumi.

Le limogage de la Garde nationale

Cependant, la campagne contre Gamsakhourdia a débuté à cause de sa décision d'abolir la Garde nationale au moment du coup de force de Moscou. Selon certaines sources, il s'agissait d'une mesure de façade, prise en accord avec le commandant de l'Armée rouge en Géorgie, qui s'était engagé en contrepartie à ne pas envoyer ses chars dans les rues en appui aux putschistes. Dans le même temps, la dissolution de la Garde nationale a eu lieu alors que Gamsakhourdia était de plus en plus contesté par ses anciens partisans ; un important remaniement du gouvernement était prévu et le président avait peut-être des doutes quant à la loyauté de la Garde nationale. De fait, de nombreux gardes nationaux, dont leur ancien commandant, Tengiz Kitovani, sont passés à l'opposition.

Ce conflit est, dans une certaine mesure, la poursuite d'une vieille dispute du mouvement nationaliste géorgien, apparue en 1990 autour de la participation ou non aux élections au Soviet suprême, ou plutôt à celles d'un Congrès national

rival. Gamsakhourdia a choisi la première solution. Or, les partisans du Congrès national, dont Chantouria, défendaient le fait que le Soviet suprême faisait partie de l'ancienne structure de pouvoir ayant perdu toute légitimité, et qu'il fallait instaurer une nouvelle structure. Les affrontements entre les partisans de ces deux positions ont souvent été violents de part et d'autre.

Les protestations contre Gamsakhourdia semblent aussi avoir recueilli l'appui de nombreux intellectuels, d'étudiants et de travailleurs des médias opposés aux méthodes autoritaires du président mais également troublés par l'intolérance de l'opposition.

Faible opposition démocratique

Ces opposants dont le but principal est de lutter pour les droits démocratiques — plutôt que de remplacer Gamsakhourdia par un autre "sauveur" — sont confrontés à des difficultés à court et à long terme. Ils se trouvent principalement dans la capitale ; or le président y a fait venir ses partisans du reste du pays, selon un scénario qui rappelle celui de la Roumanie en juin 1990, lors de la descente des mineurs pour "rétablir" l'ordre à Bucarest (2). Les espoirs de paix — et donc de liberté — sont menacés dans le Caucase étant donné les conflits interethniques et religieux qui secouent en permanence cette région.

Même la réalisation de la véritable souveraineté nationale exigerait une rupture avec un schéma exclusivement nationaliste — les troupes du gouvernement central continuent à rôder dans les zones agitées comme l'Ossétie du Sud ou l'enclave du Nagorni Karabagh en Azerbaïdjan. De plus, le Caucase a historiquement toujours été une région où les ambitions russes, iraniennes et turques se sont affrontées (3) ; ce n'est donc pas seulement de Moscou que peuvent venir des ingérences néfastes.

L'indépendance, la paix et la démocratie dans le Caucase ne pourront être fondées que sur l'union libre des peuples de la région, qui ne peut être conçue que sur une base laïque et pluraliste, et avec une vision sociale égalitaire offrant des perspectives constructives à long terme pour tous. Mais les voix qui prôneraient une telle alternative ne se sont pas encore faites entendre. ★

25 septembre 1991

1) Voir *Inprecor* n° 288 du 15 mai 1989.

2) Voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990.

3) Voir *Inprecor* n° 302 du 9 décembre 1989.

Les salariés dans la rue

Aux Pays-Bas, le 17 septembre 1991, plus de 600 000 travailleurs du public et du privé ont débrayé pendant deux heures, à l'occasion de la lutte sociale sans doute la plus importante des dix dernières années. Durant les semaines à venir, des grèves sauvages d'une journée sont prévues. De nouvelles journées nationales d'action se tiendront le 26 septembre et le 7 octobre et une manifestation nationale aura lieu à La Haye, le 5 octobre.

Voici les points culminants de la première phase d'une large campagne unitaire des trois principales fédérations syndicales néerlandaises, qui a déjà provoqué une crise importante dans le Parti des travailleurs (PvdA, social-démocrate), l'un des deux partis de la coalition gouvernementale (1).

Robert WENT



LE 17 septembre, environ 100 000 personnes ont suivi les meetings organisés par les syndicats : 30 000 à Rotterdam, 20 000 à Amsterdam, 10 000 à Groningen, 6 500 à Emmen, 1 200 à l'aéroport de Schiphol. Il y a eu une grève de 24 heures sur les docks d'Amsterdam, de Rotterdam et de Vlissingen. Durant toute la journée, il n'y a pas eu de bus ni à Rotterdam ni à Amsterdam et le transport public a été perturbé par des débrayages dans le reste du pays.

Ce mouvement est une riposte aux nouvelles attaques du gouvernement contre la sécurité sociale des salariés.

● Les allocations de sécurité sociale pour les travailleurs handicapés (WAO) (2), actuellement indexées sur les revenus perçus avant l'incapacité de travail, seront drastiquement réduites. Aujourd'hui déjà plus de 800 000 personnes bénéficient de cette pension. C'est une conséquence directe du taux de productivité élevé de l'économie néerlandaise, qui est le second au monde : tous ceux qui n'arrivent pas à suivre ce rythme intensif sont acculés au WAO. Si les plans du gouvernement sont appliqués, au moins 240 000 de ses bénéficiaires perdront une partie de leurs revenus bruts, soit entre 10 et 2 000 guilders par mois (3).

Les travailleurs qui bénéficieront du WAO après juillet 1992 toucheront temporairement des indemnités proportion-

nelles à leur salaire antérieur, selon le nombre d'années travaillées. Puis, ils ne recevront que les indemnités sociales minimales qui, selon certains calculs, se situent en dessous du seuil de pauvreté.

● L'autre cible de la campagne de protestation est une proposition du gouvernement qui vise à sanctionner les travailleurs malades. A chaque fois qu'un salarié demandera un arrêt-maladie, il perdra un jour de vacances ; et la plupart des salariés ne recevront que 70 % de leur revenu durant les premiers jours de leur arrêt-maladie, contre 100 % aujourd'hui.

Ces plans, annoncés durant les vacances d'été, ont soulevé une tempête de protestations de la part des syndicats, des organisations d'handicapés et même du PvdA. Mais, comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a lancé une autre attaque : il a décidé de supprimer l'indexation des indemnités de la sécurité sociale sur les salaires.

Durant toute une période, il existait un rapport direct entre les revenus, dans le public et le privé, et les indemnités de sécurité sociale. Si les négociations salariales conduisaient à une hausse moyenne des salaires de 4 %, les remboursements de la sécurité sociale augmentaient d'autant. Ce mécanisme avait été aboli dans les années 80, parce que le gouvernement le trouvait trop coûteux, surtout après l'augmentation importante du chômage. Le PvdA avait obtenu, lors de sa participation au gouvernement de coalition, le rétablissement cette indexation. Après une bataille entre l'Appel chrétien-démocrate (CDA) et le PvdA, les sociaux-démocrates ont de nouveau cédé aux demandes de leur partenaire de la coalition. Alors que l'inflation est à nouveau à la hausse, le

fossé entre les travailleurs et ceux qui vivent de la sécurité sociale se creusera.

Immédiatement après l'annonce de ces mesures par Ruud Lubbers et Wim Kok, les trois principales fédérations syndicales se sont unies pour combattre les plans gouvernementaux. La Fédération des syndicats néerlandais (FNV) — le plus grand syndicat, avec plus d'un million de membres — entretient traditionnellement des rapports étroits avec le PvdA. La Fédération syndicale nationale chrétienne (CNV) organise plus de 300 000 personnes et a des liens étroits avec l'autre parti au gouvernement, le CDA. La troisième fédération a 180 000 adhérents parmi les cadres moyens et supérieurs les mieux payés, et participait pour la première fois de son histoire à une campagne d'action.

L'union fait la force

Ces trois syndicats ont imprimé ensemble 5,5 millions de journaux spéciaux pour les distribuer au porte-à-porte dans l'ensemble des Pays-Bas, afin d'expliquer leurs positions.

Le 17 septembre, les travailleurs se sont regroupés pour écouter ensemble la présentation du budget prévisionnel du gouvernement pour 1992 et le discours traditionnel du trône, écrit par le Premier ministre, et lu par la reine.

Après le 17 septembre, de nouvelles grèves et actions sont prévues, culminant avec une grande manifestation à La Haye le 5 octobre — à la veille des débats au Parlement et du vote sur les propositions de budget. Cette manifestation sera certainement très importante — tous les membres des syndicats recevront un billet de train gratuit pour y participer. Les actions se poursuivront durant la semaine des débats parlementaires.

Si le Parlement décide d'appliquer les plans du gouvernement lors de son vote final (sans doute le 11 octobre), les syndicats disent qu'ils essayeront de récupérer tous les acquis supprimés à l'occasion des renégociations des conventions collec-

1) Ancien dirigeant syndical du PvdA, Wim Kok a formé un gouvernement de coalition avec l'Appel chrétien démocrate (CDA) de Ruud Lubbers après les élections législatives de septembre 1989. Le CDA est le premier parti du Parlement avec quatre sièges de plus (53) que le PvdA (49). Le gouvernement est dirigé par le Premier ministre Ruud Lubbers, qui avait auparavant été à la tête de deux gouvernements de coalition entre les chrétiens-démocrates et les libéraux de droite du Parti du peuple pour la liberté et la démocratie (VVD). Kok est ministre des Finances et vice-Premier ministre.

2) La pension que reçoit un salarié quand il n'est plus capable de travailler s'appelle le WAO. Des médecins habilités décident du niveau de handicap, par exemple 40 % ; l'on reçoit alors le WAO pour 40 % et l'on doit travailler pour gagner les 60 % autres. Si l'on ne travaille pas pour ces 60 %, on bénéficie des indemnités de chômage (souvent moins élevées que le WAO) si ne travaille pas pour ces 60 %.

3) Deux guilders équivalent à un dollar.

tives, à la fin de l'année. Mais ce sera impossible pour des secteurs importants, dont la convention dure deux ans ; et ce sera extrêmement difficile pour les syndicats du secteur public, qui devront à nouveau affronter le gouvernement. De plus, une telle tactique diviserait la campagne unitaire en de nombreuses luttes fragmentaires, secteur par secteur, ou même usine par usine.

Les directions syndicales n'ont pas de stratégie pour prolonger la lutte après le vote au Parlement. Des grèves contre une décision parlementaire seraient à coup sûr déclarées illégales par les tribunaux, et les directions syndicales ne sont pas prêtes à remettre cela en cause dans une bataille de longue haleine. Il est donc important d'essayer de construire dès maintenant des liens et des réseaux entre les travailleurs des différents secteurs, pour préparer des initiatives si les directions syndicales reculent ou acceptent un compromis.

Été chaud pour le PvdA

La principale victime politique des projets gouvernementaux est le PvdA. L'annonce de ces mesures, en juillet 1991, a immédiatement provoqué une véritable levée de boucliers en son sein. Des directions de sections, de régions, et des membres de parlements locaux ont adopté des motions condamnant les nouveaux plans gouvernementaux et demandant leur retrait. La présidente du PvdA, Marianne Sint, était en vacances et n'a pas jugé bon de rentrer pour fournir une explication officielle. Le dirigeant du parti, Wim Kok, a déclaré que les plans étaient "défendables" avant de partir en vacances. Quand ils sont revenus, un véritable incendie embrasait le PvdA. En trois semaines, plus de 500 militants l'avaient quitté, portant le nombre de démissions, depuis que le PvdA a rejoint le gouvernement, à plus de 12 000 sur 98 000, soit un militant sur huit !

Selon les sondages, le soutien au PvdA est plus faible que jamais ; si des élections avaient lieu aujourd'hui, il perdrait la moitié de ses sièges au Parlement et ne serait plus la deuxième force politique du pays, mais la quatrième. De petits groupes de militants de cette organisation ont formé un comité "Pour un PvdA à nouveau social", et d'autres ont lancé "Les socialistes dans le PvdA". Des dirigeants syndicaux membres de ce parti ont demandé publiquement qu'il retire son appui aux plans gouvernementaux.

Toute cette effervescence n'est bien sûr pas uniquement une réaction aux plans de cet été. En général, les militants et les électeurs du PvdA sont très mécon-

tents de l'action de "leur" gouvernement ; les sociaux-démocrates ont perdu de nombreuses voix lors des deux dernières élections (régionales et municipales). La direction du PvdA a été coresponsable ou, dans certains cas, la principale responsable, de l'augmentation importante des loyers, des transports publics et de l'essence ; elle a approuvé des mesures qui rendent l'éducation seulement accessible aux riches.

Congrès extraordinaire

Pour arrêter la contestation au sein du parti, sa direction a décidé d'organiser un congrès extraordinaire en octobre 1991, pour évoquer l'avenir du système de sécurité sociale. La direction du PvdA a aussi décidé que les plans du gouvernement devraient être rediscutés et qu'il fallait remédier à certaines de leurs conséquences. Wim Kok lui-même a présenté ces conclusions à la direction du PvdA, pour montrer qu'il n'existait pas de désaccords entre les ministres du parti et le reste de la direction. De nouvelles négociations avec le CDA ont été entamées, mais comme les chrétiens-démocrates refusaient de changer les points essentiels, seules des modifications marginales ont été adoptées.

Les troubles au sein du PvdA ont repris quand le gouvernement a annoncé qu'il voulait en finir avec l'indexation des allocations de sécurité sociale sur les salaires. A ce propos, Wim Kok a été sur le point de démissionner, avant de jeter l'éponge devant les chrétiens-démocrates.

Une réunion extraordinaire de la direction du PvdA a alors lancé de nouvelles initiatives pour résoudre la crise du parti : Kok a proposé de rapprocher la date du congrès extraordinaire au 28 septembre et d'en modifier l'ordre du jour. Il a déclaré qu'il ne pouvait pas agir sans le soutien de son parti et que le congrès devait décider de lui renouveler sa confiance.

C'est une astuce intelligente, parce que la discussion principale ne portera plus sur les attaques du gouvernement ou sur la participation du PvdA en son sein. Les membres critiques, de gauche, ou encore socialistes, de ce parti ont maintenant le choix entre deux maux : ou redonner leur confiance à Kok, avec pour conséquence que le PvdA reste au gouvernement et soutienne les attaques ; ou retirer leur appui aux plans gouvernementaux, perdre Wim Kok comme dirigeant du parti, et quitter le gouvernement en ris-

quant la tenue de nouvelles élections où le PvdA pourrait perdre la moitié de ses voix...

Il est clair est que la direction du PvdA semble prête à risquer presque tout pour rester au gouvernement. Pour Kok, le choix est simple : où le PvdA prouve qu'il est un "parti de gouvernement loyal", ou il rompt avec les chrétiens-démocrates, comme il l'a fait en 1982 après une grande campagne des syndicats dirigée par... Wim Kok, alors président du FNV, contre une attaque de l'assurance-maladie de Joop den Uyl, à l'époque dirigeant du PvdA. Après cela, le PvdA a été écarté du gouvernement pendant sept ans et sa direction veut éviter à tout prix de

revivre une telle situation à l'issue de son congrès, ou à cause de la campagne des syndicats. L'agitation dans le parti et une perte de voix passagère (du moins ils l'espèrent) seront y compris minimisées du moment qu'une rupture avec le gouvernement peut être évitée. Le congrès du parti peut, bien sûr, en décider autrement, mais l'opposition au sein du PvdA n'est pas très organisée.

Quelle issue ?

D'ailleurs, malgré les nombreuses démissions et les prises de position contestataires de certains dirigeants intermédiaires, l'élection des délégués au congrès montre que de plus en plus de directions de sections ont décidé d'accepter Kok et ses plans, pour éviter une crise gouvernementale, suivie d'une défaite électorale du PvdA. Les dirigeants syndicaux, qui misaient sur le rejet des plans gouvernementaux par le congrès du PvdA, se retrouvent sans aucune stratégie. Certains d'entre eux commencent déjà à dire qu'il faudra accepter le vote final du Parlement, ce qui signifierait la fin de la campagne nationale unitaire.

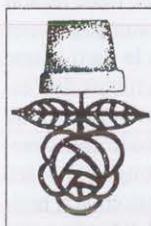
L'issue de cet affrontement dépend de la pression réelle que le mouvement de masse pourra exercer sur le gouvernement et sur le PvdA, et du rapport de forces entre les directions syndicales et les secteurs combattifs du mouvement de masse. Le succès de la campagne actuelle et donc déterminant. Si elle est réussie et massive, avec des grèves, des manifestations et d'autres actions, cela peut aider à préparer le terrain pour de nouvelles recompositions et des expériences qui seront vitales dans les luttes contre les attaques à venir. ★

Amsterdam, 18 septembre 1991

A droite toute !

Le gouvernement social-démocrate suédois est tombé. Les élections législatives du 15 septembre 1991 représentent la défaite la plus cuisante des partis ouvriers traditionnels suédois, depuis 1928. La social-démocratie a obtenu environ 38 % des voix — perdant ainsi plus de 5 % des suffrages et 300 000 électeurs par rapport au scrutin de 1988.

Dick FORSLUND



CES ELECTIONS ont aussi constitué un sérieux revers pour le Parti de gauche (PG, ancien Parti de gauche des communistes) (1) ; le PG a chuté de 5,8 à 4,7 % des suffrages, perdant 72 000 voix. Mais il s'agit surtout d'une défaite politique : le PG n'a pas été capable d'attirer les nombreux travailleurs et les salariés à bas revenus qui rejettent la politique d'austérité et le tournant à droite de la social-démocratie (2).

Le PG avait connu un regain de popularité, il y a un an et demi, quand il s'était opposé aux propositions du gouvernement visant à interdire les grèves ; mais il a, depuis lors, connu de nombreux conflits internes. Certains de ses dirigeants et de ses députés ont publiquement fait pression sur le Parti pour qu'il devienne plus « raisonnable et responsable », en expliquant qu'il fallait tirer des conclusions de la chute du « socialisme réellement existant à l'Est », pour finalement appeler, une semaine avant les élections, à voter pour les sociaux-démocrates. D'autres dirigeants du Parti ont été incapables de répondre à cette campagne — évidemment applaudie dans la presse —, qui s'est transformée en véritable chasse aux sorcières après le coup d'Etat de Moscou et jusqu'au jour des élections, dans le but affiché de « supprimer les communistes du Parlement ».

Malgré son opposition publique au stalinisme et au putsch, le PG a été incapable de rejeter l'identification entre socialisme et stalinisme. Face à la droite, qui faisait campagne sur la « mort du socialisme », la direction du PG a décidé de n'aborder ni la question du pouvoir, ni celle du socialisme ; elle s'est surtout ef-

forcée de défendre le « modèle suédois » et les acquis du mouvement ouvrier de manière un peu plus consistante que la social-démocratie. Mais elle n'a pas posé la question du pouvoir dans la société, n'utilisant que des arguments sur l'augmentation des impôts des plus riches et sur d'autres mesures que la social-démocratie officielle a abandonnées depuis dix ans. Des questions de journalistes comme « *Le capital ne quittera-t-il pas la Suède si vous essayez d'agir contre la volonté de la grande finance ?* » ont reçu publiquement des réponses telles « *Je ne le pense pas* » ou « *Pas immédiatement* », ou aucune réponse. Tout cela n'était guère convainquant.

L'absence d'une alternative au stalinisme du PG a aussi été patent quand le président du Parti, soumis à 45 minutes de pression lors d'une interview télévisée, n'a pas réussi à répondre clairement à des questions comme : « *Appuyez-vous, oui ou non, l'idéal du communisme ?* ». Cette apparition publique a provoqué le désarroi, tant de certains membres du PG qui ont pensé qu'il s'agissait d'une concession à la propagande de la droite, que des députés de la droite de ce parti, qui veulent en faire une organisation de gauche réformiste et parlementaire « authentique », ce qui, selon eux, est la seule façon d'attirer les sociaux-démocrates déçus.

Les vainqueurs de ces élections ont été le Parti conservateur (Moderaterna), dont le score a augmenté de 4 %, recueillant plus d'un cinquième des suffrages ; les chrétiens-démocrates, qui entrent pour la première fois à l'Assemblée avec 7 % des votes ; et la Nouvelle démocratie (ND) qui, en un an, est passée de zéro à presque 7 % des suffrages, et prend aussi place au Parlement pour la première fois. Le dirigeant conservateur Carl Bildt pourra former un gouvernement.

Le Parti vert, qui avait, pour la première fois, obtenu un siège au Parlement en 1988, en a de nouveau été exclu, avec

moins de 4 % des voix (barre nécessaire pour y entrer, en Suède). Il a chèrement payé ces trois années pendant lesquelles il a adopté la politique de l'establishment. Les électeurs, bien que satisfaits de la défense de l'environnement menée par ce parti, n'ont pas considéré que voter pour les Verts constituait une protestation contre le *statu quo*. Ce rôle de contestation a, au contraire, été récupéré par les conservateurs et par la Nouvelle démocratie.

Offensive de la réaction

Les deux partis de la bourgeoisie les plus « humanitaires » et favorables à « la protection sociale des pauvres » ont été les autres grands perdants de ces élections : avec 8,5 % des voix, le Parti du centre a perdu 160 000 électeurs ; avec 9 % des suffrages, les libéraux ont perdu 180 000 voix.

Le Parti du centre est le défenseur traditionnel des paysans suédois ; il a essayé de défendre leurs intérêts durant la campagne électorale, en critiquant les sociaux-démocrates « depuis la gauche » sur la question des impôts. Les libéraux ont fait campagne avec les conservateurs pour un programme d'austérité radical — dans le but de mettre en place un gouvernement de coalition —, tout en critiquant la nouvelle politique drastique de la Suède contre les réfugiés.

Le changement d'attitude par rapport aux réfugiés a été illustré à Skane, comté du Sud de la Suède, où le nouveau parti raciste Sjobo a obtenu pratiquement 7 % des voix, en faisant campagne sur une question simple : « *Stop à l'immigration.* » Le Parti libéral a perdu un tiers de ses suffrages dans cette région.

L'hostilité vis-à-vis des immigrés et, d'une manière moins virulente, envers les réfugiés, a également été l'un des thèmes du parti d'extrême droite Nouvelle démocratie. Dans sa propagande, il a aussi lancé des attaques virulentes contre les politiciens, les syndicats et la bureaucratie d'Etat, « *qui reçoivent beaucoup d'argent mais ne font rien pour le gagner* », et contre la législation restreignant l'utilisation de l'alcool et le trafic automobile. La ND dénonçait aussi les contraintes pesant sur le petit commerce — c'est un fait qu'aujourd'hui, en Suède, le petit commerce et les petites entreprises sont très touchés par les faillites.

Les deux dirigeants de ce parti — un homme d'affaires prospère, et un héritier malchanceux de la noblesse suédoise, qui a perdu sa place au soleil dans la grande finance — ont été accueillis par les mé-

1) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990.

dias comme une nouveauté et ont réalisé une tournée triomphale à travers tout le pays. Des milliers de personnes ont assisté à leurs meetings-spectacles — où ils reprochaient aux sociaux-démocrates de n'être pas corrects vis-à-vis de la classe ouvrière et de ne plus représenter les salariés. « *J'ai épargné des 1 000 et des 100 grâce à la réforme fiscale des sociaux-démocrates, n'est-ce pas injuste ?* » a été l'un des thèmes de prédilection des dirigeants de la Nouvelle démocratie. Or, dans le même temps, leur programme prévoyait une diminution des impôts sur les grandes fortunes, les affaires et la spéculation boursière, et une nouvelle réforme fiscale censée favoriser encore davantage les riches !

A l'exception du Nord de la Suède, où la social-démocratie et le communisme traditionnel sont très implantés, ND a fait de sérieuses percées dans les banlieues ouvrières, dans les grandes et les petites villes. Ceci — et le taux d'abstentions des ouvriers, qui a été plus important que jamais — a privé la social-démocratie et le PG de beaucoup de voix dans les quartiers ouvriers (parfois plus de 10 %). Les travailleurs sont restés chez eux le jour des élections, et certains de ceux qui n'étaient pas allés voter lors du dernier scrutin se sont déplacés pour protester en votant pour la ND, pour se débarrasser des gens en place.

Que reste-t-il de la gauche ?

Dans la ville industrielle de Göteborg, la seconde de Suède, le PG est passé de 9 à 7 % des voix, la social-démocratie a perdu sa majorité au parlement local et la ND y a obtenu 7,1 % des suffrages et 4 sièges. Alors que la moyenne de la participation nationale a été de 85 %, elle n'a été que de 80 % à Göteborg.

La ND a aussi été fortement soutenue par les jeunes qui votaient pour la première fois. Lors de simulacres d'élections dans les lycées, on a souvent constaté des scores de 20 % pour la ND et de 30 à 40 % pour les conservateurs.

Il y a eu quelques exceptions à ce que la presse suédoise décrit comme "la révolution de droite". Dans deux villes de taille moyenne, Alvesta et Nassjo, une opposition de gauche a obtenu entre 15 et 20 % des votes. Dans les deux cas, ces nouveaux partis locaux étaient des scissions de la social-démocratie, qui critiquaient son virage à droite. Ces regroupements de gauche, qui ne portent pas les marques du stalinisme et qui ont des racines profondes dans le mouvement ouvrier local, ont réussi à canaliser la colère des travailleurs, et ont rogné la moitié des voix de la social-démocratie, tout en em-

Le temps des loups

Voici l'éditorial de l'hebdomadaire du Parti socialiste suédois, Internationalen, premier commentaire à chaud de la victoire de la droite.

La Nouvelle démocratie (ND) est en train de s'implanter au cœur des quartiers ouvriers. La révolte contre l'establishment est canalisée par la "droite brune", par le clergé de droite et par l'abstention de presque un million de personnes. La coalition rêvée par la direction du Parti de gauche — entre les Verts, le PG et le Parti du centre — a perdu 663 000 votes (le PG lui-même en perdant 72 000) et elle est complètement éclatée ; la direction du PG se révèle finalement incapable de se dégager du fardeau historique du stalinisme. (...)

Cette élection doit donc être caractérisée comme une défaite importante. Tous les efforts pour se convaincre du contraire (...) n'auront qu'un effet négatif à long terme. Il n'est pas sage d'espérer un "hara-kiri politique" des politiciens bourgeois. Le chaos politique de la bourgeoisie ne pourra pas résoudre le fait qu'il existe une base importante favorable aux solutions de droite, dirigées contre les travailleurs, les salariés à bas revenus et les syndicats.

Il vaut mieux regarder la vérité en face. Voici venu le temps des loups. La dure réalité est que "la gauche" n'est plus capable de former un pôle d'attraction puissant pour la classe ouvrière dans cette période de crise de la société capitaliste (...). Il ne faut pas avoir le moindre doute sur les intentions de la droite. Les socialistes, les membres du PG, les sociaux-démocrates, les militants écologistes, les antiracistes, les féministes et les jeunes militants doivent se rassembler pour résister, partout où les coups pleuvent, sans sectarisme ni suspicions. (...)

Mais, dans le même temps, nous devons essayer de tirer des leçons de ces événements afin d'être en mesure de répondre à ce que l'avenir nous réserve. En ce moment, où les notions de "droite" et de "gauche" sont confuses et où la chute du stalinisme met à bas beaucoup d'évidences des vieux "communistes", il faut examiner soigneusement nos propres messages et nos objectifs. Dans la bataille à venir, nous devons étudier ce que l'histoire a balayé, ce qui subsiste encore, et ce qui pourrait y être ajouté, afin de refaire du socialisme le mouvement de libération des exploités et des opprimés. ★

Internationalen, Stockholm

pêchant l'entrée de la ND dans leurs parlements locaux.

Le Parti communiste marxiste léniniste (KPML) a également réussi à accroître son influence dans deux villes, où il s'était prudemment limité à parler de questions touchant la classe ouvrière, sans trop revendiquer son ancien stalinisme. Mais le KPML a perdu un tiers de ses voix dans son bastion de Göteborg, où il a à peine obtenu plus de 1 % des voix.

Pour ces élections, le Parti socialiste (section suédoise de la IVe Internationale) a choisi de se présenter au sein d'un front unique avec les branches locales du PG dans six villes. Malgré les maigres résultats de ces listes unitaires, des candidats du PS ont été élus aux parlements locaux de Umea, dans le Nord, et de Nacka, à côté de Stockholm. Dans d'autres villes — où le PG avait refusé « l'unité avec des révolutionnaires irresponsables » —, les résultats ont été divers.

Malgré la campagne virulente de la droite du PG et les hauts cris de la presse bourgeoise, le porte-parole du PS, Göte Kilden, s'est présenté à Göteborg (siège de l'usine Volvo) en troisième position sur la liste du PG pour le Parlement national. Le PG n'a obtenu qu'un représentant au Parlement à Göteborg, et le porte-

parole du PS n'a donc pas de siège à l'Assemblée nationale — mais la gauche du PG à Göteborg peut laisser Kilden siéger en alternance avec son député élu.

La social-démocratie suédoise a été mortellement touchée par ces élections. C'est la plus grande défaite politique du mouvement ouvrier en Suède depuis plus d'un demi-siècle. Mais la social-démocratie ne cède pas la place à une réelle avancée de la classe ouvrière, mais à une poussée massive de la droite. Pour la première fois depuis les années 20, la droite dure est au gouvernement.

Comble de cynisme, le dirigeant du Parti de gauche, Lars Werner, a déclaré que le résultat de ces élections n'était « *pas si mauvais que ça* », en faisant allusion au fait que son parti avait réussi à rester au Parlement. Les dirigeants sociaux-démocrates comptent maintenant sur le chaos que l'entrée de deux nouveaux partis au Parlement pourrait provoquer dans la bourgeoisie. Ils prétendent même que cette dernière n'arrivera pas à former un gouvernement fort, et espèrent qu'il y aura de nouvelles élections dans un an. ★

Stockholm, 17 septembre 1991



DANS le passé, la décision de nombre d'entre eux de se réclamer d'une voix "nationale" spécifique de passage au socialisme avait déjà constitué une première tentative de se démarquer du "modèle" soviétique et de s'ouvrir à des alliances nouvelles. L'eurocommunisme des années 70 avait été une étape importante de cette évolution, en relation avec l'insertion grandissante de certains partis européens dans les mécanismes institutionnels. Les intérêts sociaux d'une partie de leur bureaucratie cessaient de dépendre du "camp socialiste" pour être de plus en plus intégrés aux rouages de leur propre Etat.

Tout existait donc, ou presque, sur le "marché" des partis communistes européens. Que de différence entre le Parti communiste italien et ceux du Portugal ou de Grèce ! Lors de la perestroïka, la situation du "camp socialiste" était déjà loin d'être monolithique !

Tempête d'Est

L'époque Gorbatchev va accélérer les processus de crise, de recomposition et de débats internes, et ce, quelles que soient les prises de distance et les démarcations antérieures de chaque parti. Plusieurs facteurs vont alors se combiner. Le gorbatchévisme provoque tout d'abord un retour sur l'histoire. La plupart des directions seront contraintes de corriger plusieurs fois leur bilan du stalinisme et de ses conséquences sur l'histoire de leur parti. A chaque fois, ce sont les débats en Union soviétique et dans le PCUS qui les obligent à aller plus loin dans leur autocritique.

Les mobilisations de masse en Europe de l'Est et la chute des régimes staliniens brisent les dernières illusions sur le bonheur de vivre dans un Etat "socialiste", parmi la base des PC. Les directions doivent donc fournir une explication supplémentaire sur les "distorsions" du socialisme réellement existant.

Enfin (notamment pour les PC ayant encore une ligne d'opposition réformatrice à leur propre Etat), la crise en URSS et la nouvelle politique internationale du Kremlin font disparaître tout espoir d'une convergence avec Moscou sur quelques grands thèmes idéologiques et pratiques. La dernière démonstration aura été faite durant la guerre du Golfe, quand certains PC ont voulu prendre en charge une dénonciation de la politique impérialiste, alors que les Soviétiques votaient avec les Américains aux Nations-Unies. Que reste-t-il alors du "contexte international" qui jadis leur permettait de s'appuyer sur

les aléas conflictuels de la coexistence pacifique pour justifier leurs affinités moscovites et évoquer l'existence d'un "camp progressiste" ?

Chaque PC a donc essayé de survivre à cette foudroyante crise d'identité, en empruntant une voie qui lui était dictée autant par des facteurs politiques nationaux que par des intérêts bureaucratiques internes. De nombreuses scissions ont eu lieu. Des partis ont changé de nom, comme le PC suédois qui est devenu le Parti de la gauche communiste, puis le Parti de la gauche, ou le néerlandais qui tend à se fonder dans la Gauche verte.

Le coup d'Etat en Union soviétique accélère ce grand bouleversement. Tous ceux qui avaient tenté de recoller les morceaux en privilégiant l'image de "communiste réformateur" de Gorbatchev ont, une fois encore, un train de retard : le père de la perestroïka n'apparaît plus comme le maître du jeu et les médias charrient les images de la "fin du communisme".

Cris et chuchotements

Aucun parti n'est épargné. La commission politique du Parti communiste portugais a d'abord expliqué, le 19 août, que l'état d'urgence « *surgit comme une tentative pour contenir le développement d'un processus contre-révolutionnaire* », pour préciser, deux jours après, qu'elle avait « *clairement défendu le retour rapide de l'Union soviétique à la normalité institutionnelle* ». Le PC grec a commencé à dénoncer « *l'opinion des forces impérialistes, des forces politiques conservatrices locales et de tous ceux qui s'opposent au socialisme* ».

Le Parti communiste espagnol (PCE) a condamné les putschistes. Mais cela ne l'empêche pas de connaître un débat interne important. Un secteur minoritaire prône sa dissolution dans la Gauche unie (coalition floue, dirigée par le PCE), ainsi que la suppression de toute référence au changement de système — dont le secrétaire général du syndicat des Commissions ouvrières et la direction du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC).

La crise s'étend au Parti du socialisme démocratique (PDS) allemand dont le présidium a eu une réaction pour le moins ambiguë, avant de condamner clairement le coup. Sa "plate-forme communiste", qui se présente comme son aile gauche, elle, l'avait justifié auparavant.

Pas même le Parti démocratique de gauche (PDS) italien et, *a fortiori*, le Mouvement de la Refondation communiste (MRC) n'échapperont au débat politique (voir encadré).

L'effet de ces événements sur les directions ne relève pas essentiellement de

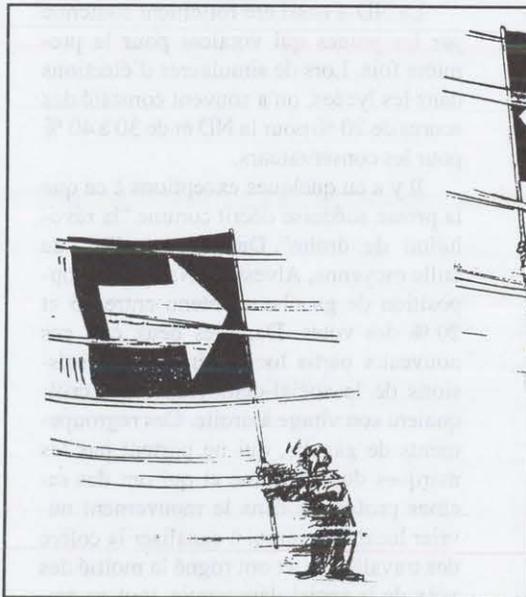
Comment

Le putsch en Union soviétique et ses suites sans précédent pour tous les partis communistes (septembre 1991). Mais les événements représentés un coup de tonnerre dans le monde communiste. Depuis plusieurs années les événements ont conduit à d'importantes révisions. Les récentes décompositions de

Claude C

choix politiques indépendants et d'"opinions". Les appareils — s'ils n'avaient pas scissionné auparavant, comme en Grande-Bretagne, en Italie, ou en Grèce —, se divisent à nouveau suivant des intérêts politiques et matériels précis. Les bureaucraties syndicales, les élus municipaux, les appareils internes, etc., tout cela se clive et se partage autour de l'unique question pertinente à leur yeux : « *Comment survivre ?* »

Il ne faut donc pas mettre sur le dos de la simple inconscience politique ou de l'imbécillité des réactions plus ou moins attentistes après le coup, ou plus ou moins favorables à ceux qui voulaient ramener l'"ordre" en Union soviétique. Que de telles prises de positions aboutissent finalement à un désastre politique, comme dans le cas de la direction du Parti communiste français (PCF), est une chose ; mais il n'y avait pas forcément d'autre choix pour certains appareils ou direc-



Survivre ?

politiques constituent un traumatisme pour les communistes (voir *Inprecor* n° 336 du 13 août). Le coup d'Etat de Moscou n'ont pas pour autant rendu le "serein" du communisme européen. Les partis communistes d'Europe de l'Est ont contraint ces partis communistes à des événements sont un pas de plus dans la décadence durant politique.

BRIEL

Les événements en Union soviétique poussent, en effet, à un bilan de plus en plus complet de toute l'histoire du stalinisme et, par conséquent, de toute l'histoire du "mouvement communiste international".

Pour ces bureaucraties, il faudra soit passer par un compromis supplémentaire avec le capitalisme et la social-démocratie, soit maintenir l'idée du complot impérialiste et anticommuniste, comme principale explication de la nouvelle situation soviétique. Pour certains, il s'agira d'en finir avec un passé trop lourd et de faire table rase de leur propre histoire : ils passeront à la social-démocratie comme d'autres, en URSS, passent à l'économie de marché. Pour les autres, il s'agira de préserver autant que possible une "identité" qui n'est, en fait, que la préservation d'un appareil. Le trait commun à ces deux réponses c'est de ne pas vouloir, ni pouvoir, ouvrir le vrai débat sur l'histoire du stalinisme, sur la bureaucratie, sur les crimes de l'Internationale stalinienne. L'amnésie touche donc aussi bien les nostalgiques que les "néo-social-démocrates".

Le "choc soviétique" ouvre immédiatement le débat sur le socialisme, le mouvement ouvrier, la démocratie, la recherche d'un idéal et d'une nouvelle utopie positive : toutes choses qui n'interpellent pas seulement les vieux staliniens mais l'ensemble du mouvement ouvrier.

Si les PC staliniens n'étaient pas démocratiques, les partis sociaux-démocrates le sont-ils ? Si les PC



Le Mouvement de refondation communiste et le coup d'Etat du 19 août

Le Mouvement de refondation communiste (MRC), né de la scission de l'ancien Parti communiste italien (PCI), en février 1991, a connu des débats vifs après le coup d'Etat de Moscou. Dans des assemblées locales, des militants sont parfois intervenus en attaquant durement la politique de Gorbatchev, s'ils n'approuvaient pas les putschistes.

L'exécutif national du MRC a condamné le coup dans une déclaration du 20 août. Un texte plus systématique a été adopté le 4 septembre par l'instance de direction plus large, la coordination politique nationale, qui réitère la condamnation du coup et explique que « la riposte des institutions démocratiques et du peuple » ont démontré « la vitalité des réformes politiques entamées par la perestroïka ». Il ajoute que « Toutefois, les problèmes qui existent en Union Soviétique et que la perestroïka n'a pas su résoudre à temps — y compris parce que cette politique a été enfermée dans un cadre institutionnel — se sont de nouveau posés de façon aiguë. Une phase de développement démocratique assuré n'a pas été réalisée, des améliorations des conditions sociales n'ont pas été envisagées, le lien unitaire de l'Union a été encore plus déchiré. On adopte maintenant des mesures qui représentent une violation évidente des droits démocratiques, dont la mise hors la loi du PCUS. On exaspère, notamment en Russie, des tendances nationalistes, qui tendent à rendre explosives les tensions entre nationalités et ethnies, entre républiques et au sein même des républiques. » Le texte dénonce aussi les orientations libérales en matière économique et les ouvertures indiscriminées au capital international.

Les événements du 19 août ont encore plus encouragé le processus de réflexion sur l'histoire de l'URSS et des partis communistes dans le MRC. Cela s'est reflété, entre autres, dans la décision de la coordination nationale de proposer au congrès de décembre 1991 de ne pas adopter le nom de "Parti communiste", comme c'était prévu auparavant, mais celui de "Parti de la refondation communiste", pour marquer la rupture par rapport à l'ancien PCI. ★

Correspondant

étaient inféodés à Moscou, la social-démocratie n'est-elle pas aujourd'hui totalement subordonnée aux intérêts de l'impérialisme ?

Les sociaux-démocrates ont-ils les mains blanches ?

A l'heure où la social-démocratie suédoise vient de subir une défaite pour avoir voulu assumer les restructurations du "modèle suédois", où le Parti socialiste hollandais n'est pas loin de connaître le même sort (voir les articles en p. 10 et 12), où leur homologue français n'en finit plus de dégager l'odeur nauséabonde de sa gestion des affaires de la bourgeoisie, la déroute du stalinisme soviétique va aussi jouer des tours à ceux-là même qui veulent habiller du mot "socialisme" leur politique de consensus social.

Que deviennent alors les militants ? Pourra-t-il naître de cette crise des courants de gauche capables de tirer un vrai bilan du stalinisme ? Après plusieurs années de crise et de décomposition de beaucoup de PC européens, ce n'est pas la direction prise. Il est certes souhaitable et probable que des individus, par dizaines ou par centaines, selon les pays, cherchent à ne pas baisser les bras et à ne pas abandonner leur engagement militant. La gauche révolutionnaire va maintenant rencontrer partout ces militants orphelins.

Mais les courants constitués sont sous la pression des grandes tendances de la situation politique mondiale, ce qui en amène beaucoup à faire le choix du réalisme

au flanc de la social-démocratie ou des partis verts.

Le Parti communiste français, par exemple, a connu trois vagues de contestation interne, fracturant l'appareil jusqu'au plus haut niveau. Aucune, pour le moment, n'a emprunté la voie de gauche ! En Italie, cette crise vient de donner naissance au MRC (1) ; en Grèce, la scission du Parti a produit un mouvement dont une partie a, jusqu'à présent, tenté une critique de gauche du stalinisme ; au Portugal, l'opposition interne reprend l'offensive. Le cours politique de ces courants est essentiellement déterminé par le niveau d'activité du mouvement social, par ses défaites ou ses victoires. C'est le rapport de forces entre les classes qui pèsera sur le reclassement de ces fractions d'appareils en quête d'un avenir.

Les événements récents d'Union soviétique, parce qu'ils touchent non seulement au stalinisme mais aussi à toute une époque du mouvement ouvrier ouvert par la révolution d'Octobre, produisent déjà des discontinuités et des césures dans les consciences politiques. Seules de grandes épreuves sociales et politiques, de l'ampleur de ce qui se déroule aujourd'hui, seront à même de redonner une crédibilité de masse au projet socialiste. C'est le défi que doit relever la gauche révolutionnaire. ★

17 septembre 1991

1) Voir *Inprecor* n° 326 et 332 des 15 mars et 7 juin 1991.

Jours de luttes

Les négociations préalables à un cessez-le-feu entre le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) (1) et le gouvernement salvadorien ont buté durant tout l'été 1991 sur la question centrale de l'épuration de l'armée gouvernementale. A l'initiative du secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), Javier Perez de Cuellar (2), une rencontre a eu lieu à New-York entre une délégation gouvernementale, conduite par le président salvadorien Alfredo Cristiani, et les cinq représentants du FMLN à la table de négociations, du 16 au 25 septembre. Les discussions ont porté sur la réduction et l'épuration de l'armée, la mise sur pied d'une police nationale civile, des questions socio-économiques et sur la création d'une commission chargée de superviser le processus. Un premier accord vient d'être signé et une deuxième rencontre devrait avoir lieu, le 12 octobre, pour discuter du cessez-le-feu. L'article ci-dessous, écrit avant la reprise du dialogue, retrace le contexte social et politique de ces derniers mois au Salvador.

Paquita GOMEZ



EN JUILLET et août 1991, les négociations sur le cessez-le-feu ont achoppé sur un point fondamental : l'épuration radicale de l'armée, la suppression de ses corps spéciaux et la fin de son

immunité — obstacle magistralement illustré par le fait que les assassins des six pères jésuites de l'Université centraméricaine (UCA), en novembre 1989, sont toujours en liberté (3). Pourtant, un protocole d'accord avait été signé, le 27 avril 1991, entre le gouvernement de l'Alliance de reconstruction nationale (ARENA, extrême droite) et le FMLN, prévoyant la disparition des nombreuses forces de répression policière (la garde nationale, la police d'Hacienda, etc.) au profit de la création d'une "police nationale civile"; la mise sous contrôle de l'armée par le pouvoir civil et une redéfinition de sa fonction et de ses pouvoirs; l'indépendance de la justice et la nomination d'un procureur national chargé des droits de l'homme; et la mise en place d'une Commission de la vérité, composée de personnalités indépendantes désignées par l'ONU, chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme depuis 1980.

De plus, exactement un an après la signature des accords sur les droits de l'homme entre le FMLN et le gouverne-

ment, la mission d'observateurs des Nations-Unies pour le Salvador (ONUSAL), censée veiller au respect de ceux-ci, a finalement pu entrer dans le pays, le 26 juillet 1991, malgré l'opposition de l'armée et du secteur le plus réactionnaire de l'oligarchie. La présence de ces 90 personnes (50 civils, 25 fonctionnaires de police et 15 militaires), avec un budget de 23 millions de dollars, permettra peut-être de mettre un frein aux atteintes les plus barbares contre les droits de l'homme — cependant, depuis son arrivée, l'ONUSAL s'est surtout fait remarquer par sa discrétion.

A cause de l'impasse des négociations et du refus de l'armée d'une démilitarisation totale du pays, le FMLN envisagerait, comme unique solution au conflit armé, une fusion de la guérilla et de l'armée gouvernementale, après une profonde épuration du haut-commandement de celle-ci, une importante diminution quantitative des deux forces et une redéfinition radicale du rôle de cette nouvelle armée, dont l'unique fonction serait la défense territoriale. Dans cette perspective, le FMLN a rebaptisé ses forces de guérilla "Armée nationale pour la démocratie" (END) et les a dotées d'un état-major et de grades en tous points semblables à ceux de l'armée gouvernementale.

En juin 1991, Carlos Andres Perez, président social-démocrate du Venezuela, a proposé au FMLN — au nom du "club d'amis" de Perez de Cuellar pour le Salvador (4) — de déposer unilatéralement les armes, quasiment sans contreparties démocratiques. Le gouvernement Cristiani s'est évidemment saisi de cette propo-

sition, rejetée par le FMLN. Face à de telles pressions, le FMLN a répondu par le slogan « Si les forces armées veulent nos armes, elles n'ont qu'à gagner la guerre » et a lancé une offensive importante à partir des départements qu'il contrôle (Morazan, La Union, Usulután Nord, Cabañas et Chalatenango), au début juillet 1991 — il a annoncé, à la fin juillet, avoir provoqué 791 "pertes" (morts et blessés) à l'armée gouvernementale durant ce mois.

L'armée a également mené des opérations spectaculaires pour tenter de "casser" le moral du FMLN; après l'assassinat, en avril 1991, du commandant des FPL Jesus Rojas et de treize de ses compagnons lors d'une embuscade dans le Chalatenango, elle a récidivé avec l'assassinat d'un commandant du PRTC, en juillet.

Cet été, étant donné le refus de l'armée de céder sur ses prérogatives, le FMLN laissait même planer l'éventualité d'une nouvelle offensive d'envergure, du type de celle de novembre 1989, pour faire pencher le rapport de forces en sa faveur et relancer le processus de négociations.

Rumeurs de coup d'Etat

Parallèlement à ces rumeurs, le spectre d'un coup d'Etat de la fraction la plus dure de l'armée n'est pas à écarter; mais les Etats-Unis (principaux bailleurs de fonds de l'armée et du gouvernement salvadoriens) y sont radicalement opposés, car ils ont intérêt à ce que "leur" modèle jouisse d'une certaine légitimité. Mais leur créature semble souvent leur échapper — l'armée salvadorienne, devenue une vraie mafia, transforme le Salvador en plaque tournante du trafic de drogue à l'échelle latino-américaine depuis le démantèlement des réseaux colombiens; elle prélève des royalties sur l'importante contrebande qui existe dans le pays; elle rackette des industriels pour assurer leur protection et a même été jusqu'à enlever certains.

En 1990, à la suite des massacres perpétrés par l'armée en novembre et dé-

1) Le FMLN est un front politico-militaire, composé des forces suivantes : Parti communiste salvadorien (PCS), Résistance nationale (RN), Armée révolutionnaire du peuple (ERP), Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC), Forces populaires de libération (FPL).

2) Devant le blocage des négociations, à la mi-août 1991, le secrétaire d'Etat nord-américain James Baker et son homologue soviétique de l'époque, Alexandre Besmerik, ont écrit ensemble — voulant illustrer en cela le "dégel" et les nouveaux rapports Est-Ouest — à Perez de Cuellar, pour lui demander d'intervenir personnellement.

3) Voir *Inprecor* n° 298 et 299 des 27 novembre et 11 décembre 1989.

4) Auquel participent également les présidents mexicain et colombien et le chef du gouvernement espagnol.

cembre 1989, le Congrès des Etats-Unis avait gelé 42,5 milliards de dollars d'aide au Salvador mais, sur la demande insistante de Bush, il vient d'en débloquer 21,5 millions pour une aide "non-offensive". Entre juin 1990 et mai 1991, les forces armées ont reçu 48 millions de dollars d'aide militaire. Conscient de l'assise populaire du FMLN, Bush ne peut pas se permettre de procéder comme à Panama où, après son intervention armée, il n'a pas juger bon d'envoyer les crédits promis, tant le "sale boulot" avait été bien fait.

Comme l'immense majorité de la population, les combattants de la guérilla en ont assez de la guerre, mais ils restent sceptiques quant à ce qui est possible d'être négocié avec l'armée gouvernementale. Pour sortir de cette impasse, certains militants voudraient que le FMLN lance une offensive finale — mais si le FMLN prenait le pouvoir, que ferait-il de sa victoire, dans la conjoncture internationale actuelle, isolé en Amérique centrale et en Amérique latine, avec un boycott économique des Etats-Unis immédiat quasiment certain, si ce n'est une intervention militaire directe ? Les avatars du Nicaragua sandiniste font réfléchir.

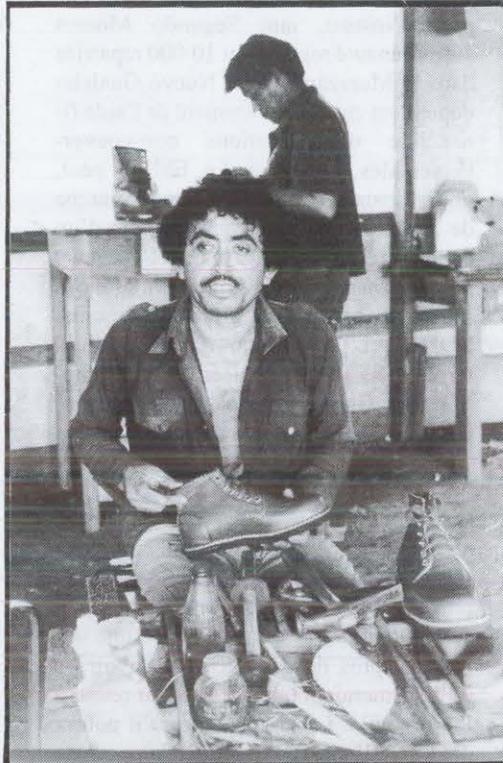
Si la question de la démilitarisation de la société est fondamentale pour parvenir à un cessez-le-feu, une fois cette première étape franchie, les causes de la guerre au Salvador n'en seront pas pour autant résolues : la question cruciale de la réforme agraire, la réelle démocratisation de la société, l'impunité des forces de répression, le droit à l'emploi pour tous (le chômage toucherait actuellement plus de 65 % de la population active).

Pour résoudre ces problèmes, en l'absence d'une prise de pouvoir par les armes, la direction du FMLN entend obtenir, à la table des négociations, l'ouverture d'espaces politiques réels pour la société civile, le mouvement de masse et l'opposition (Assemblée constituante, chaînes de radio et de télévision, libertés syndicales, etc.) qui permettront d'avancer vers un changement de société.

Comme l'explique José Diaz, jésuite de l'Université centraméricaine, le Salvador ne connaîtra pas une vraie démocratie sans justice sociale. La démocratie formelle y existe déjà en termes d'institutions — division des pouvoirs, Assemblée élue, Cour suprême de justice, etc. — mais sans changement du rapport de forces en faveur des secteurs populaires, tout cela restera lettre morte (5). Le

FMLN veut, lui, instituer une démocratie économique, sociale et politique.

Certaines composantes du FMLN pensent que cette organisation pourrait parvenir au gouvernement à l'occasion de l'élection présidentielle de 1994 — où le FMLN pense se présenter contre ARENA, au sein d'une alliance politique plus large que ses propres forces actuelles, à laquelle pourraient participer la Convergence démocratique (6) et des sec-teurs de la Démocratie-Chrétienne (DC).



Atelier de cordonnerie dans une communauté de rapatriés. (DR)

Parallèlement au maintien de la pression armée, le FMLN prépare donc sa participation à la vie politique et parlementaire — le 29 juillet 1991, le commandant Shafick Handal, dirigeant du PC salvadorien, a annoncé au Mexique que les préparatifs pour transformer le FMLN en parti politique avaient commencé, et que cette organisation participerait à l'élection de 1994, même si le cessez-le-feu n'était pas signé.

5) Exemple du fonctionnement de la "justice" salvadorienne : en juin 1991, un énorme scandale a éclaboussé l'oligarchie — 21 industriels importants (dont deux membres de la famille du président) ont été compromis dans une escroquerie bancaire de 15 millions de dollars. Malgré les mandats d'arrêt lancés contre eux, tous les suspects ont eu le temps de mettre leurs affaires en ordre avant de quitter le pays.

6) La Convergence démocratique a été créée, en 1988, lors du retour d'exil des principaux dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR), allié politique du FMLN, Guillermo

Selon certains observateurs, pour renverser l'extrême droite et son projet néolibéral en 1994, une alliance entre le FMLN et la Démocratie-Chrétienne semble indispensable. Pour cela, il faudra parvenir à la définition d'un projet économique et social autour duquel pourraient se regrouper différentes forces économiques et politiques.

Les élections législatives de mars 1991 ont produit une modification importante du panorama politique salvadorien (7) ; les partis situés à gauche de la DC — notamment la Convergence démocratique — ont obtenu un pourcentage important de voix. La DC, qui n'avait pas osé s'allier à la Convergence démocratique de peur de perdre des voix, a, en revanche, obtenu le pourcentage le plus faible de son histoire.

Quel front politique ?

Pour l'instant, la DC a des visées plus électoralistes que politiques et se pose en "centre", au-dessus de la mêlée idéologique, mais l'espace du centre se réduit de plus en plus. Face aux offensives du gouvernement Cristiani contre le secteur public et les coopératives agricoles, on assiste à une radicalisation de l'Union nationale des ouvriers et des paysans (UNOC), la composante populaire de la DC. La direction de cette organisation vient d'évoquer, pour la première fois, la démilitarisation de la société, thème cher au FMLN. Quant à la Confédération générale du travail (CGT, syndicat de la DC), elle s'est prononcée ouvertement contre la privatisation à outrance. Le programme libéral du gouvernement attaque de front la base sociale de la DC — les classes moyennes et populaires salariées —, qui devra donc prendre position avant 1994.

Aujourd'hui, le FMLN est assez fort pour proposer des alliances et présenter des positions pluralistes et hégémoniques. Il disposerait déjà d'une structuration politique dans douze des quatorze départements du pays. Contrairement à ce que semble croire le gouvernement Cristiani, le FMLN est tout autant un mouvement

Ungo et Ruben Zamora du Mouvement national révolutionnaire (MNR) lié à la social-démocratie. Elle s'est présentée à deux reprises aux élections — 1989 et 1991 — et elle soutient la majorité des revendications avancées par le FMLN.

7) Lors des élections générales de mars 1991, la DC a obtenu 27,96 % des voix — presque la moitié moins qu'en 1985 ; ARENA, 44,3 % ; le Parti de conciliation nationale (PCN, droite), 8,9 % ; la Convergence démocratique, 12,6 % — contre 3,8 % en 1989 ; l'Union démocrate nationale (formation légale du PC), 2,7 %.

politique qu'une organisation militaire ; beaucoup de ses cadres devraient réussir à réintégrer rapidement la vie civile et la lutte de masse. Son appareil politique est bien structuré ; il a d'ores et déjà davantage de représentations diplomatiques à l'étranger que le gouvernement salvadorien lui-même.

Qui veut cesser la guerre...

Si la perspective de l'élection présidentielle de 1994 est importante, le FMLN s'appuie cependant surtout sur l'organisation de la population pour lutter contre le pouvoir de l'ARENA, en instaurant des modèles de société alternatifs dans les zones qu'il contrôle. Depuis 1987, à cause des accords d'Esquipulas, le gouvernement salvadorien a été obligé de permettre le rapatriement collectif des communautés — essentiellement agricoles — qui avaient dû fuir le pays lors des grandes vagues de répression des années 1980-1982. Ces paysans, déjà fortement organisés dans les camps de réfugiés du Honduras, du Nicaragua ou de Panama, sont revenus prendre possession de terres désertées à cause du conflit et y établissent des villages "modèles", en essayant d'y développer l'autogestion.

Ainsi, par exemple au Nuevo Gualcho, dans le nord de l'Usulután (8), 325 familles rapatriées du Honduras (soit 1 800 personnes) fonctionnent, depuis mars 1990, selon un système d'économie familiale combiné à une économie collective : la moitié des terres sont distribuées individuellement selon la capacité productive des familles, et le reste est cultivé collectivement — les gens travaillent trois jours par semaine pour la collectivité, et trois jours sur leurs propres terres. El Nuevo Gualcho est déjà parvenu à l'auto-suffisance alimentaire, et essaye maintenant de vendre ses surplus sur le marché extérieur, pour dégager des bénéfices, permettant d'augmenter les prestations sociales de la communauté (construction de maisons en dur, développement de l'école et du centre de santé, etc.). Les vêtements, les chaussures et la ferblanterie sont fabriqués dans des ateliers collectifs.

La population est organisée par quartiers et par secteurs de travail, la gestion générale revenant à une direction de huit personnes, présidée par une femme ; chaque responsable est élu et révocable à tout moment. Le but est de créer un pôle de développement qui puisse susciter des volontés d'organisation dans les communes avoisinantes, dont les habitants profitent déjà du centre de santé et de l'école de Nuevo Gualcho.

Bien entendu, les autorités gouvernementales tentent par tous les moyens de

mettre des bâtons dans les roues de ces projets "subversifs" : l'armée harcèle quasi quotidiennement les communautés ; le gouvernement organise le boycott de la production agricole ou artisanale des communautés pour les asphyxier financièrement ; leurs écoles et leurs centres de santé ne sont pas reconnus officiellement et ne bénéficient donc d'aucune aide gouvernementale, etc.

Actuellement, le FMLN cherche à accélérer le rapatriement des communautés réfugiées au Costa-Rica et au Belize, pour multiplier de tels projets-phares. Mais, pour l'instant, tant Segundo Montes (communauté regroupant 10 000 rapatriés dans le Morazan) que le Nuevo Gualcho dépendent encore entièrement de l'aide financière d'organisations non-gouvernementales étrangères. Le FMLN peut, pour l'instant, garantir la bonne marche de ces "îlots de socialisme" au sein d'un pays dirigé par l'oligarchie et l'armée, grâce à son rapport de forces militaire et à la présence d'une structure comme l'ONUSAL ; mais son difficile pari à terme consiste à organiser, selon ce modèle, une frange significative de la population.

... prépare la paix

Dans la perspective d'un cessez-le-feu à moyen terme, le FMLN prépare, depuis déjà un an, la démobilisation de ses combattants — il a même lancé une enquête auprès de ceux-ci pour savoir ce qu'ils aimeraient faire lors de leur retour à la vie civile. Le FMLN sait qu'il pourra disposer d'une force sociale importante pour reconstruire le pays et relancer la production agricole (alors que le Salvador, avec ses 6 millions d'habitants, a une densité de 247 personnes au mètre carré, 20 % du territoire salvadorien est complètement désert et en ruines) : son armée, disciplinée, consciencieuse et organisée. Conseillé par des économistes latino-américains et européens et par des universitaires salvadoriens, le FMLN a déjà ébauché des programmes économiques de développement alternatif à l'échelle nationale, qui visent, entre autres, à diversifier la production et à ne pas en rester à l'agro-exportation traditionnelle du café, du sucre et du coton, complètement dévalués sur le marché mondial.

Tout comme les communautés de rapatriés, les organisations populaires paysannes sont en train de relancer les occupations de terres inoccupées, face à l'incapacité du gouvernement à résoudre ce problème crucial. ARENA veut parceliser les terres distribuées en coopératives par le gouvernement de la Démocratie-Chrétienne, avec le slogan démagogique

« Tous les Salvadoriens doivent devenir des propriétaires ». Selon ce plan, chaque parcelle est donnée en location-bail pour 30 ans, or il est évident qu'une fois les terres des coopératives morcelées, les paysans feront faillite en quelques années et seront alors expropriés par la loi ad hoc — cette mesure vise, en fait, à ce que les grands propriétaires terriens récupèrent les terres qu'ils avaient dû céder durant le début de réforme agraire impulsé par le gouvernement Duarte. En outre, le gouvernement veut casser ainsi ce qui subsiste d'organisation collective dans les campagnes.

Les organisations paysannes ont parfois obtenu gain de cause lors de ces occupations, certains propriétaires acceptant de vendre des terres. Mais, quand ce n'est pas le cas, les occupants sont délogés par des interventions extrêmement violentes de l'armée et de la police d'Hacienda.

Luttes urbaines

La guerre et l'exode rural "traditionnel" ont conduit la moitié des Salvadoriens à vivre en ville — la capitale, San Salvador, compte 1 million d'habitants. Un quart des habitants de la capitale ont été victimes du tremblement de terre d'octobre 1986 (surtout les couches les plus pauvres), et la plupart d'entre eux n'ont pas été relogés et vivent dans des bidonvilles, sans aucun service sanitaire. Or, ce sont ces quartiers, déjà marginaux et précaires, que l'offensive de novembre 1989 a frappés le plus durement : les habitations ont été bombardées puis entièrement brûlées par l'armée, laissant une fois de plus leurs occupants à la rue.

Face à ce manque crucial de logements, les mouvements populaires urbains organisent des occupations de terrains et sont confrontés une violente répression. Ainsi, le 9 août 1991, dans le quartier de Soyapango, à San Salvador, la police nationale, les brigades anti-émeutes, la police d'Hacienda, la première brigade d'artillerie et une unité de parachutistes — soit entre 400 et 500 militaires — ont procédé à l'expulsion d'une communauté de 300 familles (1 800 personnes), qui occupait, depuis mars 1991, un terrain municipal vide, soutenue par le Conseil des communautés marginales (CCM). Malgré la présence de nombreuses organisations salvadoriennes des droits de l'homme, l'expulsion a été menée *manu militari*, avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau — sept membres d'organisations populaires ont d'ailleurs été arrêtés et détenus pen-

8) Voir *Pensamiento Propio* n° 82, juillet 1991.

dant trois jours. Les familles ont été "relogées" dans un site totalement insalubre, à la sortie de la ville.

Les commandos urbains du FMLN ont immédiatement répondu à cette expulsion violente et à la spéculation immobilière croissante : les 12 et 14 août, des attentats à l'explosif ont fait voler en éclats des chantiers de construction dans les quartiers résidentiels de San Salvador.

Malgré ces tensions incessantes, le gouvernement de l'ARENA semble avoir marqué des points parmi certains secteurs de la population, surtout urbaine (9). Une importante offensive de propagande présente les guérilleros comme de "dangereux terroristes", responsables de tous les maux du pays. San Salvador est couverte de panneaux publicitaires, où, à côté d'une photographie d'une fillette amputée d'une jambe, on peut lire : « FMLN, les enfants en ont assez de tes bombes. » ; on trouve également de nombreuses affiches prônant la « Lutte contre la drogue avec l'armée », etc.



Croissance artificielle

En outre, grâce à la colossale aide économique des Etats-Unis, et à l'envoi de devises par les exilés (550 millions de dollars par an), le gouvernement réussit à maintenir un taux de croissance industrielle artificiel.

Ainsi, le niveau de vie de ceux qui ont un emploi fixe (à peine 30 % de la population active) est plus élevé que dans les pays voisins : un instituteur gagne 330 dollars, contre 80 au Guatemala, or le coût de la vie est d'environ 20 % plus élevé. Cela permet de répondre aux aspirations des classes moyennes urbaines, celles qui justement sont exposées de plein fouet à la désinformation gouvernementale — les journaux proches du pouvoir et les médias audiovisuels sont remplis de formules édiifiantes sur les droits de l'homme bafoués par les "subversifs" du FMLN, et de communiqués de victoire de l'armée.

Délaissant quasiment totalement les campagnes, le gouvernement a porté tous ses efforts dans la transformation de la capitale en vitrine moderne et luxueuse avec une profusion de centres commerciaux, de chaînes de restauration étrangères, de parcs de loisirs, etc.

Malgré cela, la force du mouvement populaire apparaît à travers la profusion de graffitis politiques et syndicaux dans tout le centre-ville.

L'offensive de novembre 1989 a été suivie d'une importante répression contre toutes les structures du mouvement populaire. La plus importante d'entre elles, l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS) qui, depuis février 1986,

regroupe tous les syndicats ouvriers et paysans à gauche de la Démocratie Chrétienne, ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme telle COMADRES (familles de disparus), a eu près de 1 300 militants arrêtés ; environ 80 assassinés ; et a dû fonctionner pendant quatre mois dans une semi-clandestinité. Au lendemain de cette expérience et à l'occasion des bouleversements dans les pays d'Europe de l'Est, cette centrale a connu une période de réflexion et d'élaboration. Elle est arrivée à la conclusion que les syndicats s'étaient éloignés de leur rôle de porteurs des revendications sociales et économiques des travailleurs, pour défendre quasi exclusivement des positions politiques, épousant de trop près la ligne du FMLN.

Le tournant des syndicats

Pour remédier à cela, l'UNTS se consacre maintenant à l'organisation d'assemblées générales, secteur par secteur, pour définir les revendications concrètes de chaque catégorie de travailleurs, et chercher à combattre au mieux le projet économique néolibéral du gouvernement, qui vise à la privatisation de tout ce qui avait été nationalisé par la DC.

A la suite de la fermeture par un décret du gouvernement (contre l'avis de l'Assemblée nationale) de l'Institut de régulation de l'approvisionnement (IRA) et du licenciement de ses 1 200 employés, l'UNTS a organisé, le 12 août 1991, une manifestation de fonctionnaires à San Salvador, qui a rassemblé 12 000 personnes venues de la capitale et de sa périphé-

rie. L'IRA, mis en place par le gouvernement de Duarte, servait à contrôler les prix et la distribution des produits alimentaires de première nécessité. Dès son élection, le gouvernement Cristiani, partisan du "marché libre" et du "laissez-faire", avait enlevé toutes ses prérogatives à cette institution, devenue une coquille vide, sous prétexte de lutter contre la corruption qui y prévalait sous la DC.

Cette fermeture d'une entreprise nationale — qui a suivi celle de l'Institut du logement urbain (IVU), qui construisait des logements à des coûts peu élevés — est le prélude à la privatisation de la majorité des services publics (télécommunications, électricité, eau, hôpitaux, éducation, etc.).

Comme c'est le cas de la plupart des gouvernements latino-américains, ARENA veut réduire au minimum les attributions de l'Etat, pour répondre à son projet néolibéral, mais aussi pour qu'en cas de victoire de la gauche lors de l'élection présidentielle de 1994, celle-ci se retrouve uniquement à la tête de... l'armée et de la police. La privatisation a pour but de concentrer le pouvoir aux mains de l'oligarchie et de l'armée.

La manifestation du 12 août 1991, saluée comme une réussite par divers médias, a été suivie par une grève générale de la Fonction publique, le 19 août, regroupant 50 000 des 90 000 fonctionnaires et employés municipaux du pays (le secteur privé, lui, emploie moins de 400 000 personnes). A l'occasion de cette

9) Selon un sondage rapporté par le Bulletin de l'ANN n° 246, du 17 juillet 1991.

400 000 personnes). A l'occasion de cette journée d'action, le centre de San Salvador a été le théâtre d'un rassemblement où les syndicats exposaient les raisons de leur lutte, aux côtés des organisations de défense des droits de l'homme.

Ces deux initiatives font partie d'un programme de lutte plus global de l'UNTS, qui vise à sensibiliser la population aux problèmes que posent les privatisations : licenciements massifs dans un premier temps, puis renchérissement du prix de services qui normalement devraient être assurés par l'Etat — voire vente de certains secteurs à l'impérialisme nord-américain.

L'UNTS mène aussi campagne pour la défense du pouvoir d'achat des salariés. Comme ARENA a impulsé la libéralisation des prix et supprimé le protectionnisme mis en place par la DC (qui était déjà plus que formel), les consommateurs se retrouvent à la merci des industriels et des spéculateurs agricoles. Depuis deux ans, les prix du lait, de l'huile, des céréales, et des haricots ont doublé. Or les technocrates du gouvernement assurent que l'inflation n'a été que de 23 % en 1990 malgré l'augmentation du prix des dérivés du pétrole due à la guerre du Golfe (10), en se basant sur un indice des prix truqué, ce qui leur permet d'affirmer qu'une augmentation des salaires n'est pas nécessaire.

La FMLN sait qu'une issue militaire au conflit qui lui serait favorable est une hypothèse plus qu'improbable. A la lassitude de la population et même de ses propres combattants, est venu s'ajouter un contexte régional et international hostile aux révolutionnaires salvadoriens, et qui a provoqué de nombreux débats en leur sein (11).

Dans ce contexte, le choix fait par le FMLN d'encourager le développement du mouvement populaire et syndical, est essentiel. L'issue des négociations avec le gouvernement dépend tout autant du rapport de forces dans le domaine social et politique que dans le domaine militaire. Dans l'éventualité d'un cessez-le-feu, le rôle du mouvement de masse sera encore plus déterminant. ★

Août 1991

Renouveau du Front sandiniste

Le congrès du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), qui s'est tenu du 19 au 21 juillet, a été préparé par 1 374 assemblées locales auxquelles ont participé plus de 47 000 militants et affiliés qui représentent 43 % du nombre total des membres revendiqués par le FSLN. Selon le rapport officiel fait au congrès, le FSLN compterait 110 000 membres — pour une population d'environ 3,5 millions d'habitants. C'est un chiffre impressionnant si on le compare aux 600 000 affiliés du Parti des travailleurs (PT) du Brésil, qui est le principal parti anticapitaliste d'Amérique latine — le Brésil compte 132 millions d'habitants. Ce congrès a constitué avant tout un exercice de démocratie à grande échelle.

Eric TOUSSAINT



APRES la défaite électorale, il semble y avoir eu une vague d'adhésions au FSLN dues, en partie, à l'assouplissement des conditions d'intégration, dans un contexte social et politique où il vaut mieux avoir une carte de l'Union nationale d'opposition (UNO) pour protéger son emploi dans l'administration, pour obtenir un prêt ou une licence de commerce. En perdant le gouvernement, le FSLN a été contraint de faire une forte cure d'amaigrissement — le nombre de ses permanents est passé de 3 400 à 200.

Malgré toutes ces difficultés, la "cure d'opposition", qui a provoqué la fin de la fusion entre le Front et l'appareil d'Etat, a plutôt été bénéfique pour les sandinistes : revitalisation des structures aux différents niveaux ; plus grande liberté d'action des organisations sandinistes de masse, etc. En revanche, à la lumière des statistiques sur la composition du congrès, il apparaît que le Front manque de "sang jeune" (à peine 6 % des délégués avaient moins de 26 ans, alors que la majorité de la population nicaraguayenne a moins de 18 ans) ; la présence des femmes était largement insuffisante (17,5 % des délégués) et les ouvriers agricoles et industriels étaient sous-représentés (3,5 %).

Le congrès, auquel ont participé plus de 500 délégués, a été le théâtre de discussions vivantes, mais qui s'apparentaient plus à un exercice pédagogique de la di-

rection à l'égard de la base qu'à un véritable débat de congrès. Il y a eu des centaines d'interventions, mais elles ne portaient qu'indirectement sur les défis auxquels le FSLN et les masses sont confrontés. Cela tranchait avec le débat préparatoire qui s'était déroulé, lui, dans de termes quelquefois violents, notamment dans la presse sandiniste ou d'autres médias (1).

L'unité avant tout

Au cours de ces discussions, les "modérés" avaient défendu la thèse de la pause sociale, de l'entente avec les secteurs les plus modérés du gouvernement, du soutien à ses mesures économiques (austérité, privatisations, etc.) ; et ils s'en étaient pris aux grèves intempestives menées par les syndicats sandinistes et prétendaient ainsi préparer une victoire électorale sandiniste en 1996. Les concessions qu'ils préconisaient devaient permettre le maintien du contrôle sandiniste sur l'armée qui garantirait le retour légal du FSLN au gouvernement, dans cinq ans (2). Parmi ces "modérés", on trouve entre autres, Sergio Ramirez, chef du groupe sandiniste à l'Assemblée nationale ; le commandant Victor Tirado Lopez, membre de la direction nationale (DN) ; Edmundo Jarquin, vice-président du groupe parlementaire sandiniste ; Herty Lewites, ancien ministre du Tourisme ; Alejandro Martinez Cuenca, ancien responsable de la politique économique, etc. Les oppo-

1) Voir *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 326 et 328 des 15 mars 1991 et 12 avril 1991.

10) A l'occasion de cette guerre, l'armée salvadorienne, trop occupée à se battre chez elle, n'a pas envoyé d'hommes dans le Golfe, contrairement à son homologue hondurienne. Mais le gouvernement Cristiani a généreusement offert à l'armée des Etats-Unis l'équivalent de 5 millions de dollars de son meilleur café pour redonner du tonus aux G/basés en Arabie saoudite.

11) Voir *Inprecor* n° 329 et 334 des 26 avril et 5 juillet 1991.

sants à cette ligne dite du "co-gouvernement" prônaient la nécessité de défendre pied-à-pied le niveau de vie de la population, l'emploi et les acquis de la révolution. Ils considéraient, en outre, qu'il y existait un danger de transformation du FSLN en parti électoraliste.

Ce débat n'a pas rebondi au cœur du congrès, mais il a été réintroduit par la bande à la fin, par le général Humberto Ortega (voir document, p. 24). En fait, les principaux protagonistes du débat qui a précédé le congrès se sont tus durant son déroulement.

Virage à gauche ?

Comment s'expliquer cela ? Entre avril et juillet 1991, on a assisté à une nette radicalisation des discours de Daniel Ortega (3), en réplique aux attaques incessantes de la bourgeoisie qui accélérèrent le processus de démantèlement de l'Etat révolutionnaire. Le FSLN est ensuite passé à l'action : il a constitué le Front de lutte populaire (FLP), dans lequel le mouvement communal de défense de la réforme urbaine a joué un rôle important, aux côtés des syndicats du Front national des travailleurs (FNT) et de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG). Néanmoins, la mobilisation ne suffisait pas pour freiner la volonté du groupe parlementaire de l'UNO de s'en prendre

aux décrets sur la propriété des logements, les députés du FSLN se sont retirés de l'Assemblée nationale, à la mi-juin. Ce retrait pour une durée indéfinie a ressoudé les rangs sandinistes. Cela a permis au congrès du FSLN de réaffirmer son unité, ce qui constitue un élément de force.

Mais, dans la mesure où les délégués au congrès n'ont pas débattu et défini une orientation claire et cohérente pour faire face aux attaques de la bourgeoisie et tenter de reconstituer un bloc révolutionnaire hégémonique, les contradictions qui ont traversé le Front dans la période récente vont rebondir. D'autant plus que le retrait du groupe parlementaire sandiniste de l'Assemblée nationale ne met pas fin pour autant à la politique de concertation avec la coalition contre-révolutionnaire au pouvoir. En effet, la direction du FSLN maintient une alliance conflictuelle avec la tête du gouvernement, Violeta Chamorro et son conseiller Antonio Lacayo. Ces der-

niers voyaient d'un mauvais œil l'attitude agressive du groupe parlementaire UNO au sein duquel s'est constituée une alliance majoritaire entre Alfredo César, président de l'UNO à l'Assemblée nationale, et les partisans de Virgilio Godoy, vice-président de la République.

Le fait que le groupe parlementaire sandiniste se soit retiré de l'Assemblée diminue la légitimité de celle-ci et renforce l'exécutif, partisan d'un démantèlement plus progressif des acquis de la révolution. De son côté, la direction du FSLN, en s'alliant à l'exécutif, tente par des concessions d'empêcher la réalisation de l'unité de l'UNO et d'en atténuer ainsi les attaques. Le duo Chamorro-Lacayo cherche de son côté à amadouer le FSLN, tout en maintenant le cap sur l'aboutissement de la contre-révolution. On assiste donc actuellement à une guerre de positions plutôt qu'à une guerre de mouvements.



« Pour la paix et les acquis sociaux », le 1er Congrès du FSLN (photo H. Roux).

Néanmoins, les éléments d'instabilité sont tels que la situation peut se modifier à tout moment.

Une forte auto-critique

En introduction au congrès, la direction nationale du FSLN a présenté un bilan écrit de la lutte révolutionnaire au Nicaragua en général, des douze dernières années en particulier. Ce document vaut la peine d'être étudié en profondeur, il constitue un véritable apport à la compréhension de la stratégie du Front, et ce malgré des lacunes évidentes. A juste titre, le bilan mentionne que : « Avec ce rapport on disposera d'un instrument pour mieux comprendre et évaluer l'effort du FSLN et son action dans la lutte pour ouvrir un nouvel horizon au peuple du Nicaragua. »

Le texte réaffirme que, dès l'origine, la révolution avait une orientation socia-

liste et que la direction du FSLN était marxiste-léniniste. Il contient une explication pertinente du reflux de la révolution : « La politique d'agression contre le Nicaragua, pratiquée par les gouvernements qui se sont succédés aux Etats-Unis, a constitué le facteur principal de l'érosion et de l'affaiblissement de notre projet révolutionnaire. »

« A partir de 1981, le modèle sandiniste s'est vu progressivement affecté par la guerre d'agression, qui a entraîné une militarisation de l'économie et de la société. Le FSLN est tombé dans des pratiques étrangères à l'engagement démocratique du sandinisme, accentuant le caractère verticaliste du Front. D'autre part, la profonde crise économique et sociale dans laquelle sont entrés les pays socialistes a diminué la capacité du sandinisme à faire face aux divers effets de la guerre. »

Le document insiste avec force sur la justesse de l'autocritique à laquelle a procédé l'Assemblée sandiniste réunie à El Crucero en juin 1990, sous la pression d'importantes luttes sociales : « Indépendamment du fait que certains de nos problèmes internes ont des racines objectives, nous devons nous soumettre à la critique ; c'est la condition nécessaire pour éliminer ces problèmes et, en plus, parce que, dans beaucoup de cas, ils ont été renforcés par des attitudes et des styles personnels ou collectifs. »

« La direction nationale assume la responsabilité principale de ne pas avoir corrigé de manière adéquate ces pratiques et, dans certains cas, de les avoir renforcées. »

La direction mentionne l'autoritarisme, le manque de sensibilité envers les positions et les inquiétudes de la base, l'étouffement de la critique, le sectarisme dans les organisations de masse, l'excessive professionnalisation des structures du parti, la priorité donnée aux responsables administratifs, etc. La partie consacrée aux erreurs des sandinistes à l'égard de la paysannerie est particulièrement intéressante. Elle permet au FSLN de commencer à comprendre pourquoi une partie de la paysannerie est passée du côté de la Contra, notamment parmi les paysans pauvres et les petits propriétaires.

3) Voir *Inprecor* n° 332 du 7 juin 1991.

En ce qui concerne la politique suivie depuis la défaite électorale, l'insistance sur la nécessité du dialogue et de l'action avec la base paysanne de la Contra est un facteur positif.

Les faiblesses principales du texte résident notamment dans le non-dit. Il n'y a aucune référence à l'armement généralisé des civils comme moyen utilisé par la révolution pour se défendre et consolider ses acquis. Et pour cause ; tant dans sa pratique que dans son nouveau programme, le FSLN agit et se prononce pour le désarmement total de sa population. Cela constitue l'abandon d'un acquis révolutionnaire vital. Rien n'est dit non plus sur le bilan des Comités de défense sandiniste (CDS) qui, s'ils ont finalement disparu, ont joué un rôle essentiel dans la mobilisation populaire au début de la révolution. Il n'y a rien non plus sur l'absence politique de contrôle ouvrier dans les usines, les entreprises de services et les exploitations agricoles.

Faiblesses du bilan

En fait, le bilan du Front comme son nouveau programme limitent l'horizon démocratique aux institutions démocratiques bourgeoises qui, si elles constituent un progrès formidable par rapport à un siècle de dictature oligarchique, représentent aussi une limite terrible à la démocratie participative politique et sociale. Une des erreurs du FSLN, ces dernières années, a été de refuser de pousser plus loin la démocratie. Par ailleurs, le bilan du FSLN ne contient à tort aucune critique des mesures d'ajustement monétaire et économique de type Fonds monétaire international (FMI), pratiquées par le gouvernement sandiniste, surtout à partir de juin 1988, et aggravées par le gouvernement de l'UNO. Cela permet à nombre de dirigeants sandinistes de soutenir la politique économique de Lacayo et de se féliciter de ses succès en terme de stabilisation de l'inflation, au prix d'une aggravation de la récession économique.

Un des sujets les plus débattus durant le congrès concernait la direction. La direction nationale sortante a réussi à convaincre les délégués de procéder à l'élection de la nouvelle DN en bloc. L'ancienne équipe a donc été réélue sans véritable changement car les deux nouveaux venus, René Nuñez et Sergio Ramirez, y fonctionnaient déjà, le premier comme secrétaire de la direction nationale et le second comme président du groupe parlementaire. La DN sortante voulait ainsi réaffirmer son unité et éviter la non-réélection de certains de ses membres particulièrement critiqués à la base.

Après les votes, Daniel Ortega, devenu secrétaire général du FSLN, s'est néanmoins engagé à ce qu'au prochain congrès, les membres de la nouvelle DN soient élus individuellement et à bulletins secrets. Le maintien de comportements verticalistes est apparu concrètement quand, lors d'une interruption du congrès, Daniel Ortega s'est adressé à la foule réunie Place de révolution pour commémorer le XIIe anniversaire du 19 juillet 1979 en lui proposant de ratifier la composition de la nouvelle direction alors que le congrès n'avait pas encore commencé à voter !

En revanche, nouveau signe de la vitalité du FSLN, celui-ci a attribué de véritables pouvoirs à l'assemblée sandiniste (ancienne assemblée de cadres historiques cooptés), comparables à ceux d'un comité central. Sa composition est particulièrement intéressante car elle a été fortement renouvelée (à 64 %), les dirigeants des organisations populaires passant en tête du scrutin — plusieurs dirigeants sandinistes modérés ou proches conseillers des commandants n'ont pas été réélus. Parmi les 73 membres de l'assemblée sandiniste, on trouve seulement 18 % de femmes et 6,12 % de jeunes ; 62 % de dirigeants départementaux et 38 % de dirigeants nationaux ; 8 % de dirigeants syndicaux et 9 % de dirigeants paysans ; 38 % de dirigeants de mouvement populaire et 18 % de députés (4).

Renforcer la solidarité !

La fibre internationaliste des sandinistes s'est exprimée avec enthousiasme à différents moments du congrès, en particulier à l'occasion des prises de parole de Osmani Cienfuegos, membre du bureau politique du Parti communiste cubain, de Lula, président, du PT brésilien et de Joaquín Villalobos, membre du commandement général du FMLN salvadorien (5).

Le congrès a décidé la convocation d'un rassemblement de la solidarité internationale à Managua, en octobre 1991, pour renforcer la solidarité. ★

11 septembre 1991

4) *Barricada* du 24 juillet 1991

5) Des partis socialistes représentés, on peut noter les partis socialistes français, espagnol — qui a finalement quitté le congrès pour protester contre la présence de la délégation d'Henri Batasuna —, suédois, et allemand. Outre, le PC cubain, et plusieurs PC latino-américains ou européens, il y avait les Soviétiques, les Chinois, les Vietnamiens et les Coréens du Nord. La gauche révolutionnaire d'Amérique latine était présente (Tupamaros, FMLN, URNG, etc.). La LCR française, le PRT mexicain et le POS belge étaient aussi présents à ce congrès, ainsi que la LKI-MKE. A noter également la présence du PRI mexicain, et de l'ancien président du Guatemala, Vinicio Cerezo.

Le défi du FSLN

Nous reproduisons les principaux extraits de la conclusion du rapport politique présenté par Daniel Ortega, au nom de la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), lors de l'ouverture du premier congrès. Après avoir rappelé les apports du FSLN à l'histoire du Nicaragua, de l'insurrection à la révolution sandiniste, Daniel Ortega analyse la situation du FSLN dans la conjoncture nicaraguayenne et internationale.

DOCUMENT

POUR FAIRE une évaluation du sandinisme, il faut partir de ce qu'était son programme mais aussi de ce qu'était la société que nous avons trouvée [en arrivant au pouvoir, ndlr] ; de nos propositions en tant que révolutionnaires et de ce que la réalité nous a permis de faire, entre l'idéal et le possible, entre la volonté de la révolution, nos propres limitations, et celles que nous a imposées l'Empire du Nord.

Il faut aussi reconnaître que l'unité qui a existé au sein de la direction nationale (DN) et dans les rangs du FSLN, a été un facteur déterminant pour rassembler le peuple en défense du projet révolutionnaire.

Le Front sandiniste continue de grandir en qualité, en nombre de membres, et en combativité ; il applique de nouvelles formes de lutte aux nouvelles circonstances. C'est une expérience très riche pour un mouvement révolutionnaire qui, bien qu'il ait perdu les élections, se développe et maintient son unité idéologique et politique.

L'unité politique est le fruit de la lutte de défense des droits, des propriétés et de la dignité conquises par la révolution, que mène le peuple travailleur — dont de nombreuses personnes qui ont voté pour

l'Union nationale d'opposition (UNO) et d'autres qui se sont engagées, directement ou indirectement contre la contre-révolution.

Dans la lutte pour la propriété du peuple et contre les efforts des secteurs droitiers, pro-impérialistes et revanchards qui essayent de revenir sur les acquis révolutionnaires, un nouveau Front de lutte populaire (FLP) s'est constitué, pour obliger [le gouvernement, ndlr] à respecter la Constitution, les lois et le protocole de transition [accord de passation de pouvoir, ndlr].

Les secteurs organisés dans le Front de lutte populaire et les travailleurs du Front national des travailleurs (FNT) défendent fermement les conquêtes économiques, sociales et politiques que le FSLN a léguées à la nation.

A la tête des luttes

Le Front sandiniste est à la tête de la lutte des paysans pour la terre, des coopératives, des démobilisés de la Résistance nicaraguayenne [RN, la Contra, ndlr], des camarades de l'Armée populaire sandiniste (EPS) et du ministère de l'Intérieur mis à la retraite, ainsi que des travailleurs et des techniciens du secteur agricole.

Il faut poursuivre quotidiennement cette lutte pour que les accords [signés avec le gouvernement, ndlr] soient respectés, ainsi que les conquêtes révolutionnaires, et pour atteindre la stabilité nationale dans le cadre de l'ordre constitutionnel.

Nous nous battons pour un nouveau régime, de stabilité et de démocratie non pas formelle, mais participative.

Le FSLN continuera de lutter pour la construction d'un nouveau modèle économique et social sans exploitation, ni soumission aux ordres de l'étranger, qui dicte des politiques néolibérales pour enrichir encore plus ceux qui sont déjà riches, en appauvrissant encore plus les secteurs populaires et les travailleurs.

Le FSLN défend l'effort de concertation et de réconciliation, dans le cadre de la justice sociale, de la démocratie et du respect de la nouvelle culture politique nicaraguayenne, dont le sandinisme est une composante essentielle.

Il nous faut déterminer clairement les axes de lutte du FSLN dans la période actuelle : la défense de la Constitution ; la défense du protocole de transition et des accords que les travailleurs pourront obtenir sur les problèmes de la propriété. Il faut exiger de toutes les forces hostiles et du gouvernement des Etats-Unis qu'ils respectent le sandinisme et la nouvelle réalité politique et sociale qui se construit au Nicaragua depuis le 19 juillet 1979.

Le FSLN a besoin d'une unité idéologique solide et d'une plus grande cohésion politique, face à un ennemi dont les objectifs de destruction du processus démocratique sont clairs, lorsqu'il lance des campagnes contre le FSLN. L'ennemi est uni et il essaye d'arracher les conquêtes du peuple. Nous, nous devons être de plus en plus unis pour pouvoir gagner cette bataille.

Le FSLN doit développer de nouvelles et meilleures méthodes de communication avec sa base, pour renforcer véritablement la démocratie interne : c'est la garantie de la cohésion critique, de la croissance critique et de l'unité politique, qui renforcera la conscience critique du peuple et qui nous permettra de rassembler de plus en plus de forces, venant de différents secteurs et couches sociales du Nicaragua pour défendre, consolider et développer les acquis de la révolution.

Unité des peuples du Nord et du Sud

De grands changements se sont produits dans le monde durant ces dernières années. L'écroulement du camp socialiste et la crise profonde qui traverse l'Union soviétique ont provoqué une offensive idéologique de la part de ceux qui décrètent la mort du socialisme, la mort des luttes populaires et des révolutions.

Les politiques néolibérales tendent à se répandre en provoquant le génocide économique et social des pauvres de la terre.

Le Nord développé continue d'opprimer les peuples du Sud, qui sont de plus en plus appauvris. La démocratie est niée au nom d'un ordre économique et juridique international injuste. Les peuples latino-américains doivent s'intégrer. Les peuples du tiers monde doivent s'unir.

Les peuples du Nord et du Sud doivent former un grand front de lutte international pour défendre le droit à la démocratie, la justice, la liberté, la souveraineté, l'autodétermination, l'indépendance et la paix.

Tous ensemble, nous devons nous battre pour un nouvel ordre économique et juridique international, qui soit réellement démocratique ; il faut défendre l'environnement, car c'est une ressource vitale pour l'espèce humaine.

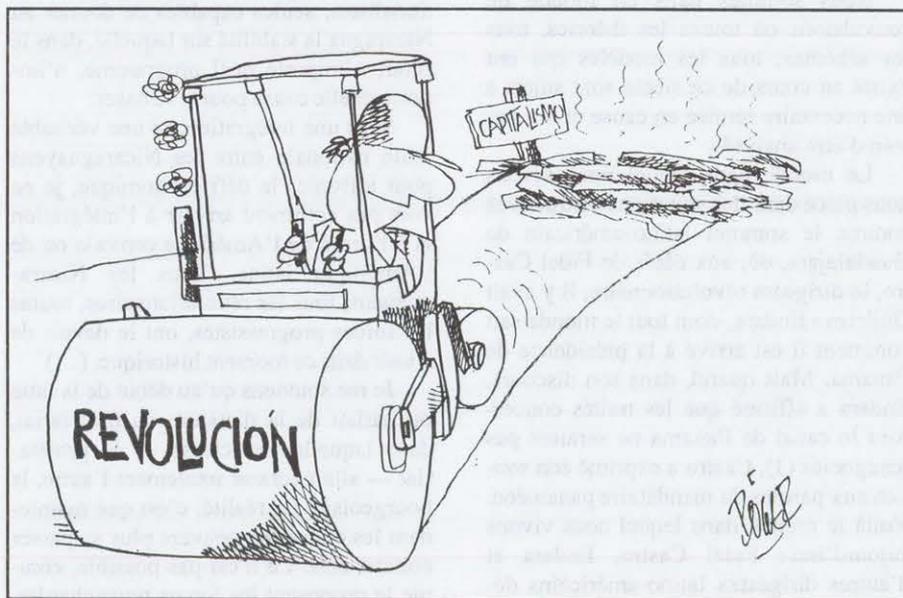
Les peuples du tiers monde ne peuvent ni concevoir ni comprendre le capitalisme comme une panacée : nous le rejetons, nous en sommes victimes et nous le combattons. Les sandinistes ont pris l'engagement historique de défendre les opprimés du Nicaragua ; c'est un espoir pour les opprimés de toute la terre.

La validité du processus révolutionnaire au Nicaragua a été déterminée par la volonté de lutte du peuple et par l'unité, la combativité, l'audace et la créativité du Front sandiniste de libération nationale, ainsi que par le soutien solidaire des peuples du monde.

Nous avons ouvert une brèche dans notre histoire, une brèche vers une société plus juste, la brèche démocratique, la brèche vers le socialisme, qui doit être capable de sauvegarder les valeurs de l'espèce humaine, et garantir la paix et la justice, le respect des droits de l'homme, la liberté et la démocratie. Voilà le défi que nous devons relever ; tel est aussi notre engagement vis-à-vis de ceux qui ont tout donné pour que le Nicaragua soit libre. ★

Managua, 19 juillet 1991

Direction nationale du FSLN
T. Borge, D. Ortega, H. Ruiz, B. Arce,
V. Tirado, H. Ortega, J. Wheelock
et L. Carrion.



Etre révolutionnaire...

Humberto Ortega est resté à la tête de l'Armée sandiniste et a quitté la direction nationale du FSLN, depuis l'arrivée de Violeta Chamorro au gouvernement. Lors du premier congrès de cette organisation, on lui avait proposé de reprendre ses responsabilités politiques. Il a refusé et s'en est expliqué dans ce discours, dont nous reproduisons les principaux extraits.

DOCUMENT

NOUS SOMMES aujourd'hui dans une situation très différente de celle où nous étions lorsque je suis entré à la direction nationale du Front sandiniste. Nous vivons dans une période relativement complexe de profonds changements, dans laquelle tous les Nicaraguayens, tous les révolutionnaires, tous les citoyens responsables, doivent contribuer avec un sentiment patriotique et nationaliste pour que le Nicaragua entre dans le nouveau millénaire dans une meilleure position que celle qu'il a actuellement.

Réviser les théories et les schémas

Nous sommes dans un monde de convulsions où toutes les théories, tous les schémas, tous les modèles qui ont existé au cours de ce siècle sont sujets à une nécessaire remise en cause et ont besoin d'être analysés.

Le monde dans lequel nous vivons nous place dans des situations instructives comme le sommet latino-américain de Guadalajara, où, aux côtés de Fidel Castro, le dirigeant révolutionnaire, il y avait Guillermo Endara, dont tout le monde sait comment il est arrivé à la présidence de Panama. Mais quand, dans son discours, Endara a affirmé que les traités concernant le canal de Panama ne seraient pas renégociés (1), Castro a exprimé son soutien aux paroles du mandataire panaméen. Voilà le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui : Fidel Castro, Endara et d'autres dirigeants latino-américains dé-

battant de la meilleure façon de répondre aux problèmes de nos peuples. (...) Nous révolutionnaires, nous avons été traités de traîtres par d'autres [révolutionnaires, ndlr] qui se battent pour la même chose que nous.

Pourtant, il est difficile d'être révolutionnaire quand il n'y a plus les mêmes motivations [qu'avant la chute de Somoza, ndlr] et quand les exigences sont autres ; quand il s'agit de concertation et de réconciliation nationale ; quand il faut s'asseoir à côté de ceux que nous combattons hier ; quand il est nécessaire de trouver des convergences, de rapprocher des critères de classes et de secteurs sociaux qui, selon les manuels marxistes avec lesquels nous nous sommes formés, devaient être écrasés. Nous respectons beaucoup ces manuels et ils nous guidaient dans le passé, mais maintenant ils sont soumis à la dynamique réelle de la pratique (...), et nous ne pouvons plus, par conséquent, nous fier mécaniquement ou schématiquement à ces mêmes textes. (...)

Les dirigeants d'Amérique latine, réunis à Mexico, ont dit avec force que l'intégration latino-américaine était vitale pour faire face à l'ordre économique international injuste, et pour placer la région dans une meilleure position face aux nations développées du Nord. Je pense qu'il serait impossible d'y parvenir si avant, dans le cas du Nicaragua, il n'y avait pas d'unité entre les sandinistes, entre toutes les forces responsables, patriotiques, nationalistes, seules capables de donner au Nicaragua la stabilité sur laquelle, dans le futur, n'importe quel programme, n'importe quelle cause pourra se baser.

Sans une intégration, ni une véritable unité nationale entre les Nicaraguayens pour affronter le défi économique, je ne vois pas comment arriver à l'intégration et à l'unité de l'Amérique centrale ou de l'Amérique latine. Tous les Nicaraguayens, tous les révolutionnaires, toutes les forces progressistes, ont le devoir de s'unir dans ce moment historique. (...)

Je me souviens qu'au début de la lutte on parlait de la dictature du prolétariat, dans laquelle une classe — le prolétariat — allait écraser totalement l'autre, la bourgeoisie. La réalité, c'est que maintenant les choses ne peuvent plus se passer comme cela. Ce n'est pas possible, comme le proposent les forces revanchardes,

d'écraser les sandinistes, d'écraser les facteurs réels de la démocratie, de détruire l'armée, d'en finir avec la Constitution. Et c'est pour cela que ces forces sont isolées. Il n'est pas non plus possible d'agir sans prendre en compte les forces sociales non sandinistes qui existent dans le pays. (...)

Respect des lois

Je suis convaincu que les difficultés qui peuvent survenir dans la nouvelle situation ne nous conduiront jamais à un affrontement. En tant que chef de l'armée, j'ai dit que jamais nous ne transgresserons les lois ni la Constitution. Le gouvernement actuel doit avoir la pleine certitude que nous n'agirons jamais comme des militaires putschistes, que nous ne fomenterons jamais un coup d'Etat. Mais j'ai aussi dit que les Forces armées ne seraient pas la Garde somoziste, qui expulsait les paysans de leurs terres. Jamais nous n'utiliserons les tanks pour écraser les étudiants qui protestent. Mais nous devons mener une lutte responsable.

Il y en a qui pensent que si ce gouvernement réussit des avancées significatives dans sa lutte contre l'inflation, dans les échanges extérieurs, et dans l'application du plan économique, c'est mauvais pour les sandinistes car, du point de vue électoral, le gouvernement marque des points. Il faut débattre de cela parce que si, c'était le cas, nous serions en grève permanente pour n'importe quoi, comme le prétendent les forces gauchistes, qui profitent des difficultés que traverse notre pays pour avancer des revendications qu'une force ou qu'un syndicat révolutionnaire responsable n'avancerait pas, sachant qu'il est impossible de les obtenir. (...)

L'armée a subi des pressions de la part de militants sandinistes dans les territoires [où agit la *recontra*, ndlr] pour qu'elle les laisse riposter aux actes provocateurs, de vandalisme et criminels de ces forces illégitimes qui agissent en dehors de la Constitution et des lois. Nous leur avons dit qu'il ne faut pas agir avec précipitation, que tout doit se faire en accord avec la loi ; qu'au Nicaragua il y a une armée pour faire respecter l'ordre qui agira pour défendre non seulement les citoyens sandinistes ainsi agressés, mais tous les citoyens nicaraguayens. (...) ★

**Barricada
Managua, le 21 juillet 1991.**

1) Selon les accords signés entre Carter et Torrijos, en 1979, le canal de Panama doit revenir sous souveraineté panaméenne, en 1999.

« Après moi, le chaos »

Depuis quatre mois maintenant, la "grande île" connaît un mouvement populaire sans précédent par son ampleur et sa durée. L'activité économique du pays est fortement perturbée. La grève générale, largement suivie par les fonctionnaires, a bloqué une bonne partie de l'appareil administratif et les banques ne peuvent plus officier — Madagascar est d'ailleurs en cessation de paiements. Les transports aériens intérieurs sont suspendus, tandis que les liaisons internationales l'ont été par intermittence. A Tamatave, sur la côte Est, l'agitation a donné lieu à une grève des dockers et à des heurts violents avec l'armée, faisant plusieurs morts.

Mais cette contestation risque fort de déboucher sur un compromis boiteux, terriblement frustrant pour la population.

Francis CAZALS



LA CONTESTATION s'est focalisée sur la demande du départ du président Didier Ratsiraka, qui avait été porté au pouvoir par un directoire militaire, en 1975. Ce mouvement, le plus important que l'île

ait jamais connu, est probablement aussi l'une des mobilisations pacifiques anti-gouvernementales les plus impressionnantes du continent africain.

L'agitation a démarré par une manifestation de l'opposition, lors de l'ouverture de la session parlementaire, début mai 1991. Depuis des mois, et notamment lors de deux grands rencontres sous l'égide des Eglises chrétiennes, l'opposition avait multiplié les initiatives pour réclamer une conférence nationale afin de réviser la Constitution, le Code électoral et de préparer de nouvelles élections.

La Constitution en question

A aucun moment, les autorités gouvernementales n'avaient attaché la moindre attention à ces revendications.

Trop sûr de son pouvoir, le président Didier Ratsiraka s'est même cru en mesure d'organiser un modeste toilettage constitutionnel, comme il l'avait promis en janvier 1991. Ainsi, proposa-t-il, début juin, à l'Assemblée nationale (où ses partisans regroupés dans le front pro-gouvernemental MMSM — à l'origine Parti des petits ; Ratsiraka essaye actuellement de modifier ce nom qui convient

mal à l'image libérale qu'il cherche à avoir — sont largement majoritaires et votent ses textes sans rechigner) des amendements constitutionnels qui supprimeraient certaines références "socialistes" dans la Constitution, tout en renforçant le caractère présidentiel du régime. Par ailleurs, cette réforme garantissait la pérennité d'institutions fort décriées, comme le Conseil suprême de la révolution (CSR), émanation de la hiérarchie militaire.

La population interpréta l'attitude présidentielle comme un déni de justice. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. L'appel du cartel de l'opposition, le Comité des forces vives, Heri Velona, à manifester contre le projet constitutionnel, déclencha, début juin, les manifestations à répétition sur la Place du 13 mai, à Antananarivo, et dans plusieurs villes de province.

De retour du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au Nigéria, où il s'était fait accompagner par une quarantaine de gardes du corps, et après une escale en France (où il rencontra le président François Mitterrand et assista en sa compagnie au salon aéronautique du Bourget), le président Ratsiraka traita la volonté populaire par le mépris. Sans doute aurait-il réagi plus violemment, en faisant donner les forces armées, comme à l'accoutumée (de nombreuses révoltes ont ainsi été réprimées ces dernières années), s'il n'avait été alors convaincu que ce mouvement serait un simple feu de paille dont il saurait garder le contrôle. Très vite pourtant, les manifestations gagnèrent en ampleur. A ce moment, un certain nombre de dignitaires du régime réclamèrent une mise au pas des protes-

tataires. Mais il était déjà trop tard. L'ampleur même des rassemblements populaires avait très sérieusement élevé le coût d'une intervention répressive. Dès lors, l'état-major militaire fit savoir qu'il refuserait une répression frontale contre un tel mouvement. D'autant plus qu'à Paris on avait aussi discrètement mis en garde le président malgache contre une telle issue, tant que le mouvement populaire serait pacifique.

Comme tétanisés, les partisans du régime étaient totalement désorientés. Le gouvernement malgache, qui n'a jamais eu aucune autonomie politique par rapport au président n'était pas en mesure de jouer un rôle indépendant. Retranché dans son bunker, un palais présidentiel construit par les Nord-Coréens, décoré par les Français et situé à une quinzaine de kilomètres de la capitale, le président malgache ne cherchait plus qu'à durer. Refusant tout compromis, il pariait sur l'essoufflement du mouvement gréviste et les divisions de l'opposition. Le temps jouant essentiellement en sa faveur, il attendait le moment adéquat pour tenter de reprendre l'initiative politique.

Une sorte de révolution bourgeoise

Mais malgré le mutisme des autorités, les manifestations se sont poursuivies, prenant rapidement un rythme quotidien dans la capitale et dans plusieurs autres villes. Loin de s'essouffler, la contestation allait crescendo, gagnant chaque jour de nouvelles couches. A plusieurs reprises, ces rassemblements sur la Place du 13 mai ont réuni 400 000 personnes (soit environ le tiers de la population de la capitale). Les fonctionnaires en grève ont rapidement formé le noyau dur de la protestation (la capitale en compte 50 000). Mais un large éventail d'autres catégories sociales (couches moyennes, chômeurs, vendeurs de rue, salariés du privé, etc.) participent à l'action. Ce véritable mouvement multiclassiste urbain, centré sur quelques mots d'ordre démocratiques (conférence nationale, nouvelles élections, révision de la Constitution), s'est focalisé rapidement sur le rejet du président Ratsiraka et de son gouvernement. Cette sorte de révolution bourgeoise a d'ailleurs reçu l'appui explicite d'une bonne partie du patronat local.

L'impuissance relative de l'armée, dont certains gradés partageaient les objectifs de l'opposition, et l'attitude légaliste des responsables de l'opposition ont alimenté un temps dans les médias l'impression d'une "révolution tranquille", et des références au renversement de la dictature stalinienne en Tchécoslovaquie.

Mais le conflit durant, aujourd'hui, la presse s'en est presque totalement désintéressée.

On assiste, en fait, à l'effondrement d'un système politique dont l'autoritarisme avait été jusque là masqué par un nationalisme qui disposait de l'appui de certains couches populaires. Le soulèvement populaire de mai 1972, qui avait contraint l'ancien régime néocolonial du président Tsiranana à céder la place, avait été largement initié par la jeunesse scolarisée. La bourgeoisie malgache se fit un temps petite devant la tempête. L'ancienne classe politique — pro-française et corrompue — était totalement discréditée. Dès lors, une équipe de jeunes militaires nationalistes fut en mesure de se hisser au pouvoir en détournant à son profit les thèmes anti-impérialistes du Mai malgache. Attaché militaire à l'ambassade de France au moment de ces événements, Didier Ratsiraka se vit porter à la présidence par un directoire militaire.

Le contexte international permettait alors à ce type de courant nationaliste petit-bourgeois de faire son trou en s'alignant sur certaines positions internationales de Moscou (l'océan Indien "zone de paix", par exemple) et en se donnant un profil "anti-impérialiste" dans les tribunes internationales (les Nations-Unies ou le Mouvement des non-alignés). Choyés par

le régime dont ils étaient le pilier, les militaires se voyaient accorder des stages de formation dans les pays de l'Est.

Le président malgache vient également de reconnaître qu'à la fin des années 70, le président irakien Saddam Hussein lui avait donné, à titre personnel, plusieurs millions de dollars, qui furent d'après lui investis dans la création d'une société commerciale, la Procoops, que l'on retrouve au centre de nombreuses transactions et trafics impliquant de hauts dignitaires du régime dont la femme et la belle-sœur du président.

Un système en crise

Le régime de Ratsiraka va ainsi se construire une base sociale en distanciant les liens avec Paris, en quittant la zone franc, en malgachisant l'enseignement, en nationalisant les banques et les assurances et en mettant en œuvre une politique de création d'entreprises nationales (1). Comme c'est assez classique en Afrique, cette étatisation a servi pour que des petits-bourgeois désargentés tissent des liens avec la bourgeoisie locale et internationale et accumulent un magot qui leur permet ensuite de devenir d'authentiques capitalistes. Hausse du pétrole, baisse des prix des produits exportés (café, vanille, etc.), corruption, manque de devises, vieillissement du parc industriel : autant de facteurs qui amènent l'économie au fond du gouffre.

L'opposition au régime a été mise au pas, puis intégrée dans les rouages du pouvoir, dans le Front national démocratique de la révolution (FNDR) auquel tous les partis ont été obligés d'adhérer.

A partir de 1982, Madagascar, dont les comptes sont au rouge, entreprend ses premières discussions avec le Fonds monétaire international (FMI). Puis viennent les plans de restructuration (dévaluation, désétatisation) de la Banque mondiale et la libéralisation progressive de l'économie. Malgré quelques réticences, Ratsiraka est un bon élève du FMI. A tel point que la Banque mondiale, pour l'exercice 1991, qui s'est terminé en juin, salue encore l'engagement du gouvernement malgache à mener des réformes économiques structurales.

Mais, pendant que les militaires et les apparatchiks se recyclent dans le privé, et que Paris reprend ses aides financières, la population est appelée à payer la double note de la gabegie étatique et des réformes libérales.

La potion du FMI a fait son effet : les réductions budgétaires ont entraîné une diminution de 40 % des dépenses de santé et, en dix ans, les salaires réels ont chuté de 50 % alors que les prix des denrées de première nécessité se sont envolés. Les magasins ne sont plus vides, mais les produits (maintenant importés d'Afrique du Sud) sont hors de prix pour la grande majorité des habitants de la "grande île". Le salaire minimum malgache dépasse aujourd'hui à peine les 100 francs français par mois, et les entreprises en zone franche proposent quelques francs par jour.

Les couches moyennes et les fonctionnaires, qui avaient longtemps bénéficié du système, ont également été frappés par cette évolution. Tout comme les basses strates de l'armée. Ne parlons pas des paysans qui ont toujours été les laissés-pour-compte du régime et qui sont demeurés la proie des *dahalc*, des bandes organisées de voleurs de zébus qui ont partie liée avec de hautes personnalités et des gradés des forces armées.

La détermination des manifestants antigouvernementaux de ces derniers mois est à la mesure de la crise sociale du régime.

Pourtant, les revendications proprement sociales ne s'expriment que de façon secondaire dans ces mobilisations. Les dirigeants de l'opposition se gardent bien d'ailleurs d'encourager leur expression. Tous partagent, de fait, les options libérales du FMI et se soucient peu de leurs conséquences sociales.

C'est sur la pression de la rue que cette opposition a radicalisé son discours et ses propositions d'action. Ainsi, le Comité des forces vives a-t-il institué un gouvernement transitoire, dirigé par un chirurgien, leader d'une petite formation démocrate-chrétienne, Zafy Albert (Premier ministre), et par le général Rakotoharison (président). Ce dernier est un ancien chef d'état-major de l'armée, évincé par le président Ratsiraka parce qu'il avait refusé, en 1985, de mettre au pas les jeunes adeptes du club de Kung-Fu de la capitale. Ces derniers étaient proches de l'opposition et avaient massacré, quelque temps auparavant, une milice gouvernementale. Les ministres de ce "gouvernement-bis" de l'opposition ont même été installés dans les locaux des différents ministères par la population, avec l'accord des comités de grève. Mais le palais présidentiel, les bureaux du Premier ministre, les casernes et les principales institutions bancaires constituent des lieux inviolables : au-delà de cette ligne rouge, l'armée est prête à intervenir.

Cette délimitation montre bien les li-



1) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

mites de la "révolution tranquille" malgache et du pouvoir conquis par les masses. En fait, les ministères en grève ont été rapidement désertés. Là ne résidait plus, en effet, l'essentiel du pouvoir, dans cette dictature présidentielle fortement militarisée. Mais lorsque le 10 août, l'opposition a appelé la population à une marche en direction du palais présidentiel, un régiment chargé de la protection du chef de l'Etat, le RESEP, entraîné par des instructeurs français, a tiré sur la foule plusieurs kilomètres avant qu'elle n'atteigne son objectif. Le bilan officiel est de 32 morts, mais les chiffres les plus crédibles de l'opposition et de certains milieux médicaux font état d'une centaine de victimes supplémentaires. La "révolution" malgache avait fini d'être tranquille.

Une opposition en quête de pouvoir

Pour l'état-major de l'opposition, ce vaste mouvement de protestation ne sert que de marche-pied à des ambitions politiques. Cette lutte pour le pouvoir, au sens le plus trivial et le plus individualiste du terme, n'a donc que peu de chances de faire apparaître une nouvelle couche de dirigeants populaires, dégagés du populisme verbal, démagogique et mystificateur dans lequel excellent la plupart des leaders du Comité des forces vives. Ceux-ci mènent une double stratégie : discours radicaux et enflammés sur la Place du 13 mai, d'une part, et discrètes négociations au sommet pour se hisser au pouvoir, de l'autre.

Outre les Eglises chrétiennes, qui sont fort influentes et ont longtemps été les seules à se soucier de la misère sociale du plus grand nombre, les partis d'opposition se divisent grossièrement en deux catégories : les anciens alliés du président Ratsiraka en rupture de ban et les rescapés de la première république (partisans du régime néocolonial de Philibert Tsiranana, jeté à bas par la révolution malgache de 1972 ou fils d'anciens dignitaires du gouvernement).

Ainsi, le MFM, apparu au début des années 1970 dans la jeunesse scolarisée comme une formation d'extrême gauche, avait vu ses dirigeants, dont Manandafy Rakotonirina, réprimés par le gouvernement militaire mis en place après le mai malgache de 1972. Il s'est ensuite rallié au "livre rouge" du président Ratsiraka et accepté le carcan du Front national démocratique de la révolution, auquel devaient participer tous les partis légaux. Ses dirigeants ont donc occupé des postes de responsabilité sous ce régime et participé à l'embrigadement des populations en faveur de la politique du président mal-

gache. Au début des années 80, ils ont accompagné le tournant vers la libéralisation et les accords avec le FMI, pour rompre ensuite avec le régime parce que ce programme économique d'ouverture n'était pas assez profondément appliqué à leurs yeux.

Le MFM a ensuite poursuivi sa trajectoire droitière, jusqu'à devenir le principal défenseur du crédo libéral. Ainsi, des liens étroits ont été tissés entre ses dirigeants et une partie du patronat local, qui, après avoir bénéficié du protectionnisme économique de l'époque nationaliste, veut maintenant accélérer l'ouverture au marché mondial.

L'AKFM-Renouveau du pasteur Richard est une autre formation ayant soutenu le régime. Courant nationaliste petit-bourgeois, fondé sur un électoral Mérina (appartenant à l'ethnie majoritaire des hauts plateaux) dans la capitale, il a été parfois présenté comme un groupe stalinien pour ses relations avec Moscou. Aujourd'hui, ce parti s'est scindé en deux : une aile restant avec le président Ratsiraka, et l'autre passant à l'opposition.

Le Parti social-démocrate (PSD) se veut l'héritier de la formation de l'ancien président Philibert Tsiranana. Il est animé par d'anciens partisans du régime néolibéral ou des enfants d'anciens dignitaires. Le fils de l'ancien président Tsiranana en est d'ailleurs membre. Médecins, hommes d'affaires, hauts fonctionnaires marquent la composition sociale de sa direction. De plus, une partie de ses responsables sont d'origine aristocratique Mérina et possèdent de nombreux liens familiaux ou d'affaires avec certains hommes du régime. C'est ainsi que l'actuel Premier ministre de Ratsiraka, Guy Razanamasy, est un proche du numéro deux du MFM.

Bien qu'il ait fait sentir sa pression à plusieurs reprises, le mouvement syndical malgache ne semble guère en mesure de se substituer à cette direction politique défaillante et limitée. Il est à la fois trop cartellisé et encore trop caporalisé par les différents partis politiques.

Les éléments parmi les plus radicaux qui demeuraient encore ces dernières années au sein du MFM ou au parti Monima (ancienne formation populiste implantée surtout dans le Sud, dont le leader historique, longtemps en opposition intermittente au régime, l'a aujourd'hui rallié), sont actuellement totalement désorientés, voire à contre-courant des masses ; certains d'entre eux, opposés à l'évolution libérale de leur direction, ont même été récupérés ces dernières années par le président Ratsiraka, qui en a fait son "aile gauche".

Aujourd'hui, ceux-ci se trouvent à des

postes de responsabilité dans des institutions dont la population ne veut plus.

Dans l'immédiat, ce mouvement politique de masse n'offre donc que peu d'espoir de voir émerger une nouvelle génération politique et de déboucher sur autre chose qu'un changement d'équipe gouvernementale. Et ce, même si une bonne partie des salariés en grève aspirent à ce que l'arrivée au pouvoir des dirigeants de l'opposition soit l'occasion de satisfaire les cahiers de doléances qu'ils présentent dans les manifestations populaires et dont la revalorisation salariale constitue le point clé.

Les ambiguïtés de Paris

La France est le premier bailleur de fonds bilatéral de Madagascar. A ce titre, Paris a entretenu des relations privilégiées avec le président Ratsiraka, considéré comme un assez bon élève des préceptes de "démocratisation" des régimes africains en vogue dans l'administration française.

Aussi la diplomatie française a-t-elle adopté, dans un premier temps, un discret silence sur les événements, qui s'est fait de plus en plus embarrassé au fil des semaines. La position officielle française est que seule une nouvelle consultation électorale offrirait une solution acceptable. Paris n'a jamais soutenu la revendication d'une concertation nationale pour réviser la Constitution et a toujours cherché à préserver une porte de sortie honorable au président.

Après la répression du 10 août 1991, la France éleva légèrement le ton. Mais ensuite, elle en revint à l'idée d'une solution de compromis que son ambassadeur tente actuellement de faire accepter par l'opposition sous la forme de la mise en place d'un "comité de salut public", regroupant à égalité partisans du régime et représentants de l'opposition, qui gèrerait la période de transition jusqu'à de nouvelles élections. Ces attermoissements ont facilité la tâche du président malgache qui joue maintenant la carte du « *Après moi, le chaos* » pour tenter de se maintenir au pouvoir. ★

18 septembre 1991

ILE MAURICE

Continuité

Des élections générales se sont déroulées à l'Ile Maurice. Deux grandes coalitions de droite se disputaient le vote des électeurs : celle du gouvernement sortant, regroupant le Mouvement socialiste mauricien (MSM) et le Mouvement militant mauricien (MMM) et celle du Parti travailliste (PT), allié au Parti mauricien social-démocrate (PMSD). En réalité, les deux regroupements ne se distinguaient ni sur la politique économique, ni sur la question des rapports avec l'impérialisme et le rôle de la zone franche industrielle.

La coalition socialiste avait démagogiquement essayé d'apparaître moins autoritaire et plus populiste que ses adversaires. Finalement, le front MSM-MMM a remporté une écrasante victoire avec 56,77 % des voix et contrôle l'essentiel des sièges de députés — les listes PT-PMSD ont obtenu 39,23 % des votes, 4 % allant aux autres listes.

Un raz-de-marée électoral semblable avait eu lieu en 1982, en faveur de l'opposition (alors essentiellement personnalisée par le MMM) ; cette fois-ci c'est le gouvernement sortant qui est plébiscité.

Ceci confirme que, dans une situation de plein emploi et d'industrialisation accélérée, les travailleurs peuvent, pour une large part, perdre de vue les repères de classes qui étaient encore les leurs voici dix ans — la polarisation des votes entre les deux listes bourgeoises en est l'expression.

Dans ce contexte, le Parti militant travayer (PMT) avait pris la décision de présenter six candidats dans deux circonscriptions et d'y faire campagne pour la défense des droits ouvriers et démocratiques.

Cette liste a été la seule expression ouvrière indépendante durant cette campagne. Un des candidats du PMT a obtenu 4,24 % des voix et un autre 1,15 %. A la suite de la victoire du gouvernement sortant, le Parti militant travayer a réinsisté sur la nécessité de reconstruire un mouvement ouvrier indépendant. Il est, en revanche, dommage que la gauche révolutionnaire n'ait pas réussi à se mobiliser unitairement au cours de cette campagne. En effet, l'autre organisation de la gauche indépendante mauricienne, Lalit, avait fait le choix, au nom du « danger d'extrême droite », symbolisée selon elle par le PMSD, de ne pas présenter de candidat qui puisse affaiblir la coalition gouvernementale. ★

ZAIRE

L'arroseur arrosé

Nombre d'observateurs ne manqueront pas de parler de "chaos" à propos de la crise ouverte au Zaïre. Il n'y a sans doute pas pire pour un Etat que de voir ses propres troupes, mécontentes de n'être plus payées, envahir les villes et procéder à un pillage en règle — certainement suivies, en cela, par une population fatiguée par la répression, la crise économique et la pénurie. L'Etat zaïrois était, depuis fort longtemps, un lambeau d'Etat ; l'autocratie de Mobutu n'a jamais été qu'une caricature de pouvoir. La force brutale et la corruption généralisée ont fait office de méthodes de gou-

vernement durant vingt-six ans. S'il semble bien que les toutes dernières ressources du régime soient maintenant épuisées, c'est l'extrême faiblesse et la confusion de l'opposition qui, à son tour, alimente le chaos et aucune force sociale et politique ne paraît actuellement capable de remplir le vide.

L'impérialisme le sait pertinemment. La décision d'envoyer une fois de plus des troupes françaises et belges pour « assurer la sécurité des ressortissants étrangers » n'a sans doute plus pour ambition de sauver le régime Mobutu en tant que tel. Le Fonds monétaire international (FMI) a re-



IVe INTERNATIONALE

Rencontre en Tchécoslovaquie

Plus de 750 jeunes, venus de toute l'Europe, se sont retrouvés du 21 au 28 juillet 1991, à Hradec Nar Moravici, à l'Est de la Tchécoslovaquie pour participer à la VIIIe Rencontre internationale des organisations révolutionnaires de jeunesse en solidarité avec la IVe Internationale.

Pari audacieux, pour la première fois, cette rencontre avait lieu en Europe de l'Est. La portée politique d'une telle initiative peut se mesurer aujourd'hui, huit ans après le premier camp, par le formidable enthousiasme des jeunes participants (environ 40 % y venaient pour la première fois) et

aussi par la présence d'un nombre chaque fois plus important de jeunes non membres d'organisations de jeunesse révolutionnaires — cette année, cela concernait près de 50 % des participants.

Cette rencontre est devenue un temps fort pour toutes les organisations de jeunesse, qui ont réussi à inscrire cette activité dans la durée et à démontrer ainsi dans la pratique la viabilité d'un projet internationaliste. Cette réussite est le fruit d'une expérience de travail accumulée tout au long de ces huit années, qui permet aujourd'hui de réunir des jeunes radicaux, d'expériences diverses, voire d'organisations différentes.

Pour la deuxième fois, des délégations de jeunes d'Europe orientale participaient à cette rencontre, et, si l'année passée il s'agissait plus d'un premier contact, le contenu des débats et des échanges politiques a marqué une nette avancée : la question du féminisme et de l'oppression des femmes a notamment révélé toute son importance.

Cette année, le programme politique était essentiellement axé autour des bouleversements de l'Est et de leurs conséquences économiques, politiques et sociales dans la nouvelle Europe : la transition à l'Est, la formation de l'Europe de l'Acte unique, le nationalisme et le socialisme, sans négliger les problèmes des pays du tiers monde. La semaine s'est terminée par une journée consacrée à notre projet révolutionnaire, basé sur l'autogestion et la démocratie.

La réussite du huitième camp montre de ce qu'il est possible de faire à notre échelle et surtout face à l'offensive idéologique et économique de l'impérialisme, à l'Est comme à l'Ouest. La nouvelle Europe demande aux révolutionnaires, s'ils veulent gagner des jeunes à leur projet, une nouvelle pratique dont les camps internationaux sont, sans aucun doute, une des formes possibles. ★



noncé, depuis longtemps, à négocier quoi que ce soit avec Kinshasa ; les principales puissances occidentales ont fait leur deuil de toute réforme structurelle du régime. Paris, Bruxelles et Washington vont maintenant multiplier les communiqués exprimant leur profonde "préoccupation" pour les morts que l'actuelle crise ne manquera pas d'occasionner. Mais de combien de milliers d'assassinats le régime de Mobutu est-il responsable depuis 1965, sous la haute protection de ces amis américains, belges et français — le régiment qui vient de se révolter à Kinshasa était encadré par des officiers français !

Les troupes étrangères vont donc sans doute procéder à l'évacuation d'une partie des 10 000 ressortissants occidentaux de Kinshasa — ils sont plusieurs dizaines de milliers dans tout le pays ! — qui ont fait tourner la machine, à tous les niveaux, pour les entreprises étrangères, pour leur propre profit et pour celui du régime. Vingt-six ans de complicité, de crimes couverts et protégés par bonnes âmes "démocratiques" de l'Occident. ★